FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : MADAGASCAR

TITRE DU PROJET : Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andriry
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :

Modalité de financement du PBF:	**Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires):**
☐ IRF ☒ PRF	☐ Fonds d'affectation spéciale national ☐ Fonds d'affectation spéciale régional **Nom du fonds d'affectation spéciale :**

Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD (Agence lead), OIM,
Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :
Primature, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère de la Justice, Ministère de la Jeunesse et sport, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité Publique, Secrétariat d'Etat Chargé de la Gendarmerie, Commandement de la Gendarmerie Nationale, ONG Tokotany Iraisana, Association Chrétienne pour le Développement et l'action Environnementale (ACDEM), l'Association Betroka Refitatr'Art (ABRA), l'association VASIA et autres OSCs dans les rosters des agences.

Date approximative de démarrage du projet[1]: novembre 2023
Durée du projet en mois :[2] 36 mois
Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Grand Sud

- **Communes de Betroka, Kelivaho, Ambalasoa, Ivahona, Mahabo, Bekirobo et Isoanala dans le district de Betroka – région Anosy**
- **Commune de Beraketa dans le district de Bekily - région Androy**
- **Communes de Tsivory, Tomboarivo et Marotsiraka dans le district d'Amboasary – région Anosy**
- **Communes de Begogo dans le district d'Iakora – région Ihorombe**
- **Communes Lavaraty et Soakibany dans le district de Mindongy du sud – région Atsimo Atsinanana**

Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF:
☐ Initiative de promotion de l'égalité des sexes
☐ Initiative de promotion des jeunes
☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
☐ Projet transfrontalier ou régional

[1] Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.
[2] La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :
PNUD: $ 2,349,998
OIM: $ 1,400,000
Total PBF : $ 3,749,998

**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

PBF 1ère tranche (40%):	**PBF 2ème tranche* (40 %)[3]:**	**PBF 3ème tranche* (20%):**
PNUD: $ 939,999 OIM: $ 560,000	PNUD: $ 939,999 OIM: $ 560,000	UNDP: $ 470,000 OIM: $ 280,000

Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :
Le présent projet vise à renforcer les acquis des interventions du PBF dans la zone située autour de la chaine de montagne de l'Andriry dans le sud de Madagascar, mais allant dans les communes encore plus éloignées, marginalisées et vulnérables aux conflits et aux tensions. Pour cette phase, l'accent sera mis sur l'inclusion des communautés marginalisées vivant à l'intérieur du massif, qui ont jusqu'à maintenant eu très peu d'opportunité d'inclusion, de manière à promouvoir de manière durable la cohésion sociale dans l'ensemble de la zone d'intervention. L'ambition du projet s'articule autour de trois principaux résultats :

- La cohésion sociale et le vivre ensemble sont renforcés à travers la participation active des communautés de l'Andriry au processus de paix et l'instauration d'une gouvernance locale inclusive au niveau des communes d'intervention;
- Les communautés dans le massif l'Andriry ont un accès amélioré aux dividendes de la paix qui renforcent leur résilience aux facteurs de tensions et de conflits, et leur confiance à l'état;
- Les acteurs du territoire et les intervenants autour du massif de l'Andriry, y compris le gouvernement et les partenaires de développement, mettent en place un mécanisme de coordination pour promouvoir les synergies d'actions en faveur du développement et pour la paix durable dans cette zone.

Le projet intervient dans le contexte où l'Etat et les autres partenaires techniques financiers commencent à investir pour le développement de cette zone à cause des acquis non négligeables sur le plan sécuritaire au cours de ces dernières années, y compris grâce aux précédents investissements du PBF. Dans cette optique, il entend jouer un rôle intégrateur entre ces différentes initiatives pour contribuer à une approche plus coordonnée du Nexus HDP.

Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.
Le processus d'élaboration de ce document de projet a été renseigné par une démarche de consultation largement inclusive. Tout d'abord, il s'appuie sur les résultats de l'évaluation finale des deux précédents projets financés par le PBF dans cette zone (RMIICPS et Art populaire) qui ont mis en évidence les leçons apprises et les recommandations des parties prenantes par rapport aux actions

[3] Le paiement de la deuxième tranche du budget sera conditionné par la soumission un plan d'action matérialisant les engagements de l'Etat et des parties prenantes pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet

déployées. Ces attentes ont été ensuite discutées et approfondies aussi bien avec les acteurs locaux (autorités locales, notables, représentants des communautés, groupements des femmes et des jeunes) et les entités au niveau national. Les questions liées au désenclavement des localités isolées à l'intérieur du massif de l'Andriry et le déploiement des services de l'Etat dans ces zones sont des points clés au centre de la discussion au cours de ce processus de consultation, ce qui a conduit à la création d'un groupe de travail associant des agences des Nations Unies, des hauts responsables au niveau de la primature et des ministères clés, ainsi qu'un certain nombre de PTF (Union Européenne, MIONJO, Fonds de Développement Local…) a été constitué en 2022. L'interaction dans le cadre de la mission d'accompagnement du PBSO a aidé à finaliser le concept et à améliorer la qualité du projet.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes[4] : _2__
Spécifiez le pourcentage (%) et le montant ($) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes :
USD 1,151,985 soit 30,72 % du budget

Degré de risque du projet[5] : 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement[6]) : (2.3) Prévention/gestion des conflits

Le cas échéant, le résultat de l'**UNSDCF** auquel le projet contribue :
Priorité Stratégique 1 : Renforcer la bonne gouvernance, l'Etat de droit et la sécurité

- **Effet 1.2 : D'ici 2030, les administrations centrales et décentralisées mettent en œuvre de manière inclusive et conformément à leurs compétences respectives, des politiques publiques efficaces et efficientes intégrant les besoins fondamentaux de la population et les besoins prioritaires des territoires en vue de l'atteinte des ODD**
- **Effet 1.3 : D'ici 2030, la société civile, les médias, les jeunes et les femmes participent de manière quantitative, qualitative, effective et responsable à la gestion des affaires publiques et à la réalisation des ODD à tous les niveaux**

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue :

- **ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles**
- **ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**
- **ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**
- **ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes**

---

[4] **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière a l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

[5] 0 = risque faible pour la réalisation des résultats
1 = risque moyen pour la réalisation des résultats
2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

[6] (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

- **ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser** Le cas échéant, Objectif National Stratégique auquel le projet contribue : **Les axes de la Politique Générale de l'Etat relatifs à la paix et la sécurité, ainsi que l'autonomie et la responsabilisation de nos collectivités territoriales décentralisées**	
Type de demande : **Nouveau projet** ☒ **Révision de projet** ☐	**Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :** **Extension de la durée :** ☐ Durée additionnelle du projet en mois : **Changement de résultat / sujet :** ☐ **Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :** ☐ **Budget PBF supplémentaire :** ☐ Budget supplémentaire par agence bénéficiaire : **USD XXXXX** **Brève justification de la révision :** *NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.*

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE[7] *Nom : **Natasha Van Rijn,*** *Représentante Résidente* *Signature* *Nom de l'agence : PNUD* *Date et visa :* *Nom du re* *Signature :* *Nom de l'a* *Date et visa*	**Représentant du gouvernement national** *Nom : **Tokely Justin*** *Signature* *Titre : Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation* *Date et visa :*
Coordonnateur résident *Nom : Issa Sanogo* *Signature* *Date & visa* : 30/10/2023	**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)** *Nom du représentant : Elizabeth Spehar* *Signature* Sous-Secrétaire générale pour l'appui à la consolidation de la paix *Date & visa :* 14/11/2023

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

a) Décrire brièvement **l'analyse de conflit** et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet.

Le Sud de Madagascar est parmi les zones les plus enclavées et sous-administrées de l'île. Depuis les années 1980[7], cette zone pastorale majeure est en outre caractérisée par une forte insécurité liée au vol de zébus à grande échelle, alimentant un trafic de type mafieux au niveau national et international. Le zébu est au centre des cérémonies traditionnelles et le fait d'en avoir un grand nombre est un critère de différenciation sociale et d'accès au foncier pastoral. Au fil des années et des générations, les affrontements résultant de ce phénomène mafieux de vols des zébus, impliquant les Forces de défense et de sécurité (FDS), les « dahalo »[8] et les différentes communautés, et les conflits sociaux associés se sont durcis et ont ancré de plus en plus profondément le sentiment d'exclusion et de marginalisation des populations rurales du « Grand Sud » victimes de cette situation[9]. Dans ce contexte d'insécurité, les femmes sont parfois victimes de préjudices et de violences. Ces faits ont contribué à freiner le développement et à atrophier l'esprit d'entreprenariat, accentuant la pauvreté des populations de la région et la crise de confiance nourrie envers l'Etat, ses administrateurs et FDS, et la fissure profonde du contrat social.

Ce cas touche tout particulièrement le territoire situé autour de la chaîne de montagne de l'Andriry longeant du Nord au Sud, quatre (4) régions : Ihorombe, Atsimo Atsinanana, Anôsy et Androy. Épicentre du trafic de bovidés, ce territoire traversé par ce que l'on appelle « les routes des malaso » (voleurs de zébus) emprunté pour acheminer les bovidés vers les centres de distributions et de ventes doit également composer avec les confrontations récurrentes entre les populations locales et les groupes criminels.

Les Nations Unies sont restées au cours de la première éligibilité de Madagascar au PBF, le principal, sinon le seul, partenaire technique et financier (PTF) intervenant sur la question de la sécurité, de la cohésion sociale et la prévention des conflits autour du massif de l'Andriry. Depuis 2017, un appui holistique pour accompagner l'effort du gouvernement à restaurer la sécurité, une meilleure cohésion sociale et de vivre ensemble dans cette zone a été déployé. Dans le cadre de la première phase du financement du PBF (2017-2019), deux projets intervenant respectivement au niveau institutionnel (RAES)[10] et communautaire (AME)[11], impliquant six agences des Nations Unies, y ont été mis en œuvre. L'opérationnalisation du bureau commun à Betroka dans la région Anosy témoigne de cet engagement auprès de la population pour l'effort de consolidation de la paix dans la région. Sur la base des acquis de

---

[7] Selon Mariona Rosés Tubau, c'est à l'époque de la seconde République (instaurée en 1975), avec l'arrivée des Militaires au pouvoir et le phénomène de « malgachisation » du pays marquée par une forte corruption, qu'apparaît la nouvelle génération de voleurs de zébus organisés en bandes lourdement armées ; le phénomène se généralise entre 1970 et 1980, nourri par la crise économique qui frappe le pays.

[8] Les Dahalo, littéralement « voleurs de bœufs », sont des bandits qui sèment la terreur dans tout Madagascar. Pour référence http://biblio.univ-antananarivo.mg/pdfs/ramahatafandryDiaryA_GEO_MAST_18.pdf

9 Etude Anthropologique 2017 : sources des tensions et des conflits : insécurité liée au phénomène de vol de zébu et le sentiment de marginalisation et d'exclusion

[10] PBF/MDG/E-1: Renforcement de | MPTF Office (undp.org)

[11] PBF/MDG/E-2: Appui aux mecanis | MPTF Office (undp.org)

ces deux projets[12], le PBF a entamé à partir de 2020 la deuxième phase de son financement pour un soutien à une plus grande stabilité, une plus grande sécurité et une meilleure gestion des conflits communautaires dans cette zone. Le projet « Renforcement des Mécanismes Institutionnels Inclusifs pour la Consolidation de la Paix dans le Sud » (RMIICPS)[13] a ainsi pris le relais. Il a été renforcé par le projet « Art populaire au service des jeunes engagés pour la consolidation de la paix dans le sud de Madagascar »[14] financé à travers la fenêtre GYPI 2019.

La mise en œuvre du portefeuille PBF dans le Sud, combinant une approche communautaire et institutionnelle, et devenue de plus en plus pertinente à travers le temps, a permis d'obtenir des résultats significatifs[15] et la zone autour du massif de l'Andriry n'est plus considérée comme une « zone rouge » selon les indicateurs de la Gendarmerie Nationale.[16] L'effort de stabilisation à travers le déploiement efficace des FDS a été facilité par l'installation d'une dizaine de postes avancés et des brigades de la gendarmerie dans les endroits stratégiques autour du massif que l'Etat continue à maintenir. Des initiatives de rapprochement entre les FDS et les communautés ont été appuyées. Les données statistiques de la Gendarmerie Nationale sur les vols de bœufs démontre que le nombre de cas de vols dans les districts d'interventions est diminué de moitié de 2018 à 2020 avec un taux de récupération des zébus volés de l'ordre de 71,09% en 2020.

Dans la même région, les femmes ont été traditionnellement exclues des cercles de décisions, ont été victimes de discriminations, et ont subi un accès limité aux ressources qui pourraient accroitre leur potentiel, améliorer leurs vies et "booster" leur contribution au développement du pays.[17]La prédominance des normes sociales et de la culture traditionnelle est encore importante dans le Sud et renforce l'inégalité du statut social des hommes et des femmes, qui a organisé le travail au sein des communautés, a établi les normes sociales établies qui ont organisé et hiérarchisé le travail au sein des communautés. Les femmes cumulent une lourde journée de travail car elles sont en charge des tâches reproductives, productives et communautaires qui restent accessoires pour les femmes mais prestigieuses pour les hommes. En outre, le travail reproductif et productif des femmes est exploité en raison de sa gratuité et du temps que les femmes et les filles y consacrent. Cette charge de travail et le temps qu'elles consacrent à ces tâches augmentent avec le changement climatique. Par conséquent, les femmes ont moins d'opportunités pour développer leur autonomie et d'améliorer leurs conditions de vie en accédant à la santé, à l'éducation, à un travail rémunéré. Cette organisation

12 Evaluation indépendante du portefeuille phase I en novembre 2021 : Les évaluateurs trouvent indéniable que le projet est parvenu à apporter une amélioration importante de la situation sécuritaire dans sa zone de couverture. L'évaluation menée dans les communes bénéficiaires confirme l'apaisement de la région, tant exprimé par les commentaires des personnes interrogées que par la constatation de signes d'une paix plus présente au jour le jour (p.49)

13 PBF/MDG/B-2: Renforcement des mécanismes institutionnels inclusifs pour la consolidation de la paix dans le Sud | MPTF Office (undp.org)

14 PBF/IRF-321: L'Art populaire au service des Jeunes engagés pour la Consolidation de la Paix dans le Sud de Madagascar | MPTF Office (undp.org)

15 Evaluation indépendante du projet RMIICPS (Draft) : Les changements imputables au projet : changements de la situation sécuritaire de la Zone, changement en matière économique, changement au niveau de la délivrance des services publiques et changement en matière culturelle. p.57 à 60

16 La zone rouge ici est défini comme un "no man land" territoire auparavant entièrement contrôle par les dahalo ou l'Etat était inexistant mais la mise en œuvre du programme PBF a progressivement change la donne a travers la construction des postes avancées et l'installation des forces de sécurité dans cette partie du pays ce qui a participé à considérablement réduire les attaques des dahalo tout en réduisant l'insécurité

17 UNICEF, INstat Madagascar, Policy Brief: Inégalités de genre à Madagascar, Avril 2022, https://www.unicef.org/madagascar/media/8666/file/In%C3%A9galit%C3%A9s%20de%20genre%20%C3%A0%20Madagascar%20.pdf

sociale est encore ancrée dans les valeurs et les croyances sociales, car les femmes elles-mêmes normalisent et défendent cet ordre établi. Par ailleurs, la capacité à prendre part au processus de prise de décisions est conditionnée par l'accès aux ressources et la capacité à agir ce qui défavorise le rôle des femmes dans les prises de décision dans la communauté.[18]

Grace aux 52 mécanismes endogènes de dialogue communautaire pour la prévention et la résolution des conflits mis en place dans le cadre du projet, les femmes et les jeunes sont progressivement impliqués dans le processus de prise de décision. Ces dialogues ont été menés par les membres des bureaux des plateformes existantes et ont permis d'une part, la résolution des conflits sociaux, familiaux et fonciers, et d'autre part, le dénouement des conflits inter-ethnies, et les règlements des problèmes liés aux vols, agressions et meurtres. Les dispositifs d'accès à la justice et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ont été renforcés. Les réseaux impliquant 4817 jeunes garçons et filles de cette localité sont structurés autour des activités sociales et artistiques dans une optique de consolidation de la paix.[19] Les 12 communes d'intervention ont pu élaborer et mettre en œuvre leurs plans de paix dans le cadre du projet RMIICPS. En plus du financement du PBF, certaines actions ont pu être concrétisées à travers la contribution des autres partenaires comme le projet MIONJO de la Banque Mondiale. La récente évaluation du projet RMIICPS a d'ailleurs cité parmi les leçons apprises que : « Le projet a montré que les problèmes sécuritaires et sociaux peuvent être résolus au sein d'une communauté et ainsi progressivement réduire les tensions, développer des engagements communs, construire de la confiance et de la collaboration entre les différents acteurs au niveau local en mettant les femmes et les jeunes au centre de l'intervention ».[20] Un tel constat conforte la pertinence de l'approche holistique et inclusive adoptée par le projet. Si les interventions du portefeuille PBF se sont progressivement rapprochées de l'Andriry, celles-ci ont encore peu concerné les populations à l'intérieur du massif[21], qui reste encore une zone « refuge » enclavée (enclave dans l'enclave) où les services de l'Etat ne peuvent encore accéder. Cette zone extrêmement isolée est uniquement accessible à pied nécessitant parfois plus d'une journée de marche. Il est donc difficile d'y promouvoir des activités économiques viables et d'y assurer une sécurité durable sans résoudre ce problème d'accessibilité.

Ce contexte facilite l'établissement plus ou moins permanent de groupes criminels[22]. En outre, le potentiel hydro-agricole et économique de l'Andriry demeure sous-exploité. Il n'existe à ce jour aucun projet de développement capable de valoriser les savoir-faire agro-pastoraux des populations de cette zone et de développer des perspectives économiques proposant une alternative à l'embrigadement des jeunes hommes et de femmes en situation de précarité dans les actes de criminalité. C'est notamment le cas d'une partie des fokontany[23] isolés des communes comme Mahabo, Ivahona, Bekorobo et Ikelivaho situées dans le district de Betroka (Région Anosy) ou encore Begogo dans le district d'Iakora (Région Ihorombe). Les populations de ces communes sont encore marquées par des conflits internes récurrents (attaques et vengeances liées aux vols de bœufs entre les différentes communautés), accentués

---

[18] Analyse-de-genre-ASPIRE-Madagascar FINAL FR.pdf (careevaluations.org)

[19] Rapport du projet Art populaire

[20] Rapport d'évaluation finale du projet « Renforcement des Mécanismes Institutionnels Inclusifs pour la Consolidation de la Paix dans le Sud » (RMIICPS), page 74

[21] Analyse des données Baseline et Diagnostic projet RMIICPS (TKI et ABRA) : 8 fokontany sur 49 sont des fokontany appartenant à la chaîne de montagne de l'Andriry (16% des fokontany couverts par le projet).

[22] L'Andriry, en différents points stratégiques, enferme des foyers de regroupement et de transit des bovidés volés servant également de lieux de refuge ou de replis des groupes de *malaso* dits « permanents » (voir rapport anthropologique, PBF, 2017 et Diagnostic des conflits, PNUD, 2021) regroupés en gangs dénommés par les populations « les marmites de *malaso* ».

[23] DECRET N° 2009-890, Article 2 : Le Fokontany constitue la subdivision administrative de base de l'Etat au niveau des Communes. Le Fokontany, selon l'importance des agglomérations, comprend des hameaux, villages, secteurs ou quartiers. Les habitants du Fokontany constituent le « Fokonolona ».

par la non-effectivité d'un système de gouvernance inclusif des affaires locales, causant une déstructuration importante du tissu social et la marginalisation toujours plus forte de certains individus, notamment les plus vulnérables et socialement dominés (souvent les femmes et les jeunes en situation de précarité).

Par ailleurs, la disparition du patrimoine essentiel des familles et individus (notamment les troupeaux de zébu) à travers ce phénomène récurrent de vol alimente ces cycles de violence et de vengeance par « malaso interposés » (bandes de voleurs armées), y compris entre membres d'une même famille, et accentue les inégalités. Dans d'autres cas, les malfaiteurs issus des communautés et regroupés en gangs font régner un climat de terreur au sein de cette localité, s'emparant des biens de la population comme bon leur semble et provoquant la paupérisation et la migration de nombreux ménages. Les effets se font ressentir de manière démultipliée pour les femmes à qui l'accès aux ressources du ménage ou de l'héritage était déjà nié pour des raisons culturelles.

De surcroit, l'isolement et l'insécurité alimentaire des populations du Sud de Madagascar se sont accrus au cours des trois dernières années en raison de la situation du changement climatique ajouté à la traditionnelle sécheresse de la région et de famine combiné aux effets de la pandémie du COVID-19 qui ont affecté le pays. Les fokontany de la montagne sont particulièrement touchées par cette situation car elles n'ont pas pu bénéficier comme il se doit des aides humanitaires pour mitiger l'impact de ces phénomènes. Depuis 2019, les périmètres de cultures irriguées et les pratiques de l'élevage ont diminué en raison de le manque de prévisibilité de pluies et de l'insécurité (les champs et les zones de pâturage éloignés des habitations ne sont plus exploitables en raison de la probabilité des attaques de *malaso*), et les pratiques criminelles soutenant une part importante de l'économie locale se sont diversifiées (trafics de chanvre, kidnappings, de meurtres sous contrat, de règlements de comptes…), en enrôlant de plus en plus des membres de la communauté qui n'ont pas d'autres alternatives de subsistance, plus particulièrement les jeunes.

Si le rapprochement entre les populations, les FDS et l'administration de manière générale a été amorcé à travers la mise en place des dizaines de postes avancés et des brigades de la gendarmerie ainsi que le déploiement des services dans les chefs-lieux des districts et des communes, des représentations négatives à l'égard de ces dernières demeurent, empreintes de défiance et de suspicions ; surtout ils sont presque absents à l'intérieur du massif. Cela est notamment dû à la persistance des pratiques de corruption dont les populations sont victimes et à l'implication historiquement reconnue de certains acteurs dans les actes et réseaux de criminalité[24] D'autre part, des clivages sociaux demeurent malgré les améliorations constatées, notamment entre les groupes de populations installés dans la chaîne de montagnes de l'Andriry, souvent stigmatisées comme étant tous des « dahalo » et ceux des chefs-lieux des communes des plaines environnantes. Malgré les potentialités existantes, cette situation limite le développement d'un échange gagnant-gagnant sur le plan économique entre ces différents groupes et tend à renforcer les activités illicites qui constituent une sorte d'exutoire pour une partie de la population marginalisée (culture de chanvre…)

Malgré les acquis des interventions précédentes, la situation sécuritaire et l'équilibre social dans cette zone demeurent donc fragiles et appelés à être renforcés à travers une démarche encore plus inclusive associant les communautés isolées de l'Andriry. Les évaluateurs

[24] Le rapport de collecte des données communautaire par TKI fin 2021 fait état de l'implication des différentes autorités au niveau local dans des magouilles avec les dahalo ou encore la réticence des autorités à intervenir qui leur fait penser que la corruption est présente. Les groupes témoins ont effectivement déclaré que la corruption était la raison pour laquelle il y avait encore beaucoup de violence dans leurs régions respectives, surtout pour les attaques isolées et non plus groupées pour voler le bétail. (p.22)

indépendants du projet RMIICP affirment que les résultats obtenus sont encourageants mais nécessitent encore des efforts sur la maitrise des facteurs clés de succès des actions de consolidation de la paix (gouvernance inclusive, développement économique etc).[25] De nouveaux éléments du contexte comme la crise mondiale due à l'impact de la COVID-19, à la guerre en Ukraine, la récurrence de sècheresse annuelle, le potentiel effet de la reprise de l'exportation de viande de zébu sur le phénomène de vol de bœufs[26], et l'effervescence politique à l'approche des échéances électorales de 2023-2024 risquent de déstabiliser ultérieurement cette localité. Des besoins importants se font ressentir en termes de consolidation de la paix pour apaiser les tensions sociales et les actes de criminalité. Cela suggère à court terme la mise en place d'une gouvernance plus inclusive au niveau des fokontany et des communes ainsi que la mise en place de mécanismes de paix. En parallèle, l'instauration d'alternatives économiques et de services sociaux de base permettraient une stabilisation pérenne de la zone à plus long terme, le tout dans une optique de renforcement du contrat social entre les populations et l'Etat. Ceci nécessiterait de travailler notamment sur les enjeux d'accessibilité de cette zone enclavée dont le potentiel économique est sous exploité et où les services essentiels et les institutions sont majoritairement absents et ne permettent pas de répondre aux besoins des populations. La construction d'une route de 80 km traversant la chaine d'Andriry de l'est à l'ouest en reliant la commune d'Ivahona à celle Begogo est identifiée par les parties prenantes au niveau régional et national (dont les membres du comité de projet) comme une des opportunités de désenclaver cette zone.[27] Selon les anciens (lonaky), cette route qui traverse l'Andriry existait il y a plusieurs décennies auparavant mais ça s'est dégradée à travers le temps.

Pour faire face à ces défis, le projet entend bâtir sur les acquis du portefeuille précédent du PBF dans cette zone. Les résultats des précédentes phases ayant favorisés l'accessibilité de la zone à d'autres partenaires techniques et financiers, l'un des leviers identifiés est d'assurer la mise en place d'un Nexus Humanitaire, Développement/Résilience, Paix pour permettre un développement pérenne de la région. En s'appuyant sur son potentiel effet catalytique, le projet vise ainsi à renforcer les interventions en faveurs des localités enclavées du massif de l'Andriry[28] en renforçant l'effort pour mobiliser et développer des synergies avec d'autres intervenants et partenaires potentiels, entre autres :

- La Banque Mondiale à travers le projet MIONJO (Projet de soutien à des moyens de subsistances dans le Sud de Madagascar) et PRODIGY (réforme de l'état-civil)
- Le FIDA à travers le programme DEFIS (Programme de développement de filières agricoles inclusives) et le FDA (Fonds de Développement Agricole)
- L'Union Européenne à travers le projet AFAFI-SUD (Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives)
- Le Projet BOVIMA (Bonne Viande de Madagascar)

[25] Rapport d'évaluation finale du projet « Renforcement des Mécanismes Institutionnels Inclusifs pour la Consolidation de la Paix dans le Sud » (RMIICPS), page 10

[26] https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+events/news/cm-stories/madagascar-beef-export-business_french. La réussite d'un tel projet dépendra du renforcement du dispositif de traçabilité et de gestion administrative des bovins, bénéficiant d'une adhésion de toutes les parties prenantes.

[27] Selon l'étude technique réalisée par OIM, les ressources nécessaires pour construire cette route s'élèvent à 10 milliards d'Ariary (environ USD 2.500.000). 30% des travaux nécessiteront la mobilisation des mains d'œuvres locales (HIMO)

[28] Recommandation de l'Evaluation indépendante du projet RMIICPS : R1-Etendre activités les activités du projet dans les villages des montages en prenant en compte les besoins spécifiques de ces populations ; R2-Intégrer les éléments essentiels des approches « institutionnelle » et « communautaire » dans la conception et la mise en œuvre des nouveaux projets à Madagascar. (p.69)

- La GIZ
- Le Fonds de Développement Local (FDL) à travers le Fonds National de Péréquation (FNP)
- Le KFW pour le financement des infrastructures locales
- Le PNUD à travers le Portefeuille 3 : « Renforcement de la résilience pour l'émergence économique régionale et le développement territorial »
- La FAO (Soutien aux organisations communautaires et aux chaînes de valeur locales) et le PAM (humanitaire)
- UNICEF : appui à la lutte contre la malnutrition des enfants
- Le programme FANOITRA du Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Les acteurs impliqués dans le groupe de contact sur le projet de réhabilitation de la piste (Ivahona – Begogo)
- Le réseau d'OSCs actives dans le domaine de la consolidation de la paix dans cette zone (Association Betroka Refitr'Art – ABRA ; l'association Chrétienne pour le Développement et l'Action Environnementale de Madagascar - ACDEM ; Action contre la Faim - ACF…)

b) Expliquer succinctement la manière dont le projet est en phase avec et appuie les **cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies**, et promeut l'appropriation nationale et comment le projet se base sur une phase précédente, le cas échéant, et/ou profite des **enseignements pertinents**.

Ce projet permet de contribuer aux efforts du gouvernement déclinés dans :

- l'engagement 1 de la Politique Générale de l'Etat : la paix et la sécurité, qui met l'accent sur « la lutte contre le vol de zébus à travers l'accélération de la mise en place de système de surveillance des bétails et de leurs mouvements, le cadrage des Dina, la dotation en matériels adéquats des forces de sécurité urbaine comme rurale, la mise en place des centres de formation adéquats pour former nos forces d'intervention spéciale dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, le redéploiement de nos militaires dans les zones rouges, la mise en place d'une nouvelle stratégie de sécurisation des zones urbaines et rurales. »29
- le Plan Emergence Sud Madagascar établi en 2021, notamment à travers :
  (i) l'axe sur les infrastructures routières où le gouvernement s'est non seulement engagé à réhabiliter la RN 13 en commençant par Taolagnaro – Ambovombe avec l'appui financier de l'Union Européenne et Ihosy-Betroka avec un budget de 9 Milliards d'Ariary supporté par les ressources propres internes (RPI), mais aussi d'entreprendre des efforts de connexion des routes secondaires aux routes nationales.30
  (ii) l'axe sécurité en mettant l'accent sur le déploiement des FDS.
  (iii) et l'axe sur la décentralisation en misant sur le transfert de compétences et de ressources au niveau des communes.
- la priorité stratégique 1 du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable Madagascar 2021-2023 : Renforcer la bonne gouvernance et l'Etat de droit et la sécurité
  - Effet 1.2 : D'ici 2030, les administrations centrales et décentralisées mettent en œuvre de manière inclusive et conformément à leurs compétences respectives,

[29] Politique Générale de l'Etat, Page 1
[30] Colloque régionale, Plan Emergence Sud Madagascar, Région Anosy et Androy 11 au 1é juin 2021

des politiques publiques efficaces et efficientes, intégrant les besoins fondamentaux de la population et les besoins prioritaires des territoires en vue de l'atteinte des ODD

- Effet 1.3 : D'ici 2030, la société civile, les médias, les jeunes et les femmes participent de manière quantitative, qualitative, effective et responsable à la gestion des affaires publiques et à la réalisation des ODD à tous les niveaux

- et l'une des priorités clefs dans la demande du gouvernement et du Système des Nations Unies dans le cadre de la rééligibilité au PBF, à savoir la consolidation de la paix dans la chaine d'Andriry. Ceci fait partie aussi du Cadre Stratégique des Résultats PBF qui est en cours de finalisation et qui élabore sur ces priorités identifiées dans la demande de l'éligibilité.

Enfin, cette initiative s'inscrit dans une logique de renforcement des efforts que l'Etat est en train d'entreprendre pour rattraper le retard de développement de cette partie du pays. Un engagement que le Président de la République a encore réitéré lors de la validation du Plan National de Décentralisation Émergente le 04 juillet 2023.

c) Un résumé des **interventions existantes** dans le secteur de l'intervention proposée en remplissant le tableau ci-dessous :

Le déploiement progressif de plusieurs intervenants dans la zone autour du massif de l'Andriry constitue une opportunité de promouvoir le développement et la stabilité de cette zone. Toutefois, ces projets et programmes ne ciblent pas encore les fokontany isolés à l'intérieur du massif à cause des conditions de sécurité et d'accessibilité jugées non effectives dans le contexte actuel. L'intervention du PBF au cours de cette phase servira donc à instaurer les conditions favorables pour amener les autres intervenant à se déployer et à cibler la population dans ces fokontany marginalisés.

Nom du projet (durée)	**Donateur et budget**	**Axes thématiques du projet**	**Différence / complémentarité avec la proposition actuelle**
Portefeuille 3 du PNUD : "Renforcement de la résilience pour l'émergence économique régionale et le développement territorial" Projet Anosy et Androy 2021-2023	PNUD et autres bailleurs USD 8,700,000	- Amélioration et le renforcement de la gouvernance au niveau local, - Dynamisation du tissu économique local et amélioration de l'accès durable et inclusif aux moyens de production, - Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles, - Renforcement de la résilience aux risques et catastrophes.	- Il y a des zones d'interventions communes et non communes - Il y a synergie et complémentarité dans la réalisation des activités des plans de paix - Le projet du portefeuille 3 accompagne aussi les institutions régionales (Anosy et Androy) dans leur rôle de coordination du développement
MIONJO Régions :	Banque Mondiale	- Fournir une riposte rapide et efficace à la crise de sécurité	Parmi les 14 communes cibles du projet, 10 bénéficient déjà l'appui

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Anosy Androy Atsimo Andrefana 2020-2025	USD 200,000,000	alimentaire et à d'autres urgences admissibles - Renforcer la gouvernance locale dans le Sud de Madagascar en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes - Améliorer l'accès aux infrastructures de base et aux moyens de subsistance	de MIONJO. Toutefois, ça ne concerne pas systématiquement l'ensemble des fokontany de ces communes. MIONJO déploie des ressources conséquentes au niveau des communes pour la mise en œuvre des projets issus de leur Plan de développement. L'enjeu serait de développer une synergie avec MIONJO de sorte que ces ressources puissent être aussi utilisées pour financer les priorités des fokontany isolés dans l'Andriry
DEFIS (Programme de développement de filières agricoles inclusives) 8 régions dont Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana et Ihorombe 2017-2028	FIDA, OPEC fund, Green Climate fund et l'Etat Malagasy USD 250,500,000	Le Programme de développement de filières agricoles inclusives (DEFIS) prévoit de mettre en œuvre des solutions éprouvées dans le cadre du programme de pays du FIDA pour Madagascar en les transposant à plus grande échelle dans la moitié sud de la Grande Île. L'objectif est de faciliter l'accès de celles-ci à des services d'appui à la production et à la commercialisation et de transformer ainsi durablement le secteur agricole et l'économie rurale du pays.	Pour DEFIS, huit filières – riz, maïs, manioc, arachide, café, oignon, petits ruminants et miel – ont été sélectionnées, trois dans chaque région. L''enjeu serait de développer une synergie avec le projet pour dynamisation du tissu économique dans cette zone, en instaurant des conditions sécuritaires et d'accessibilité beaucoup plus favorable rendant ainsi l'intervention de DEFIS plus inclusives.

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Projet LITS (Livestock Identification and Traceability System) Régions : Anosy Androy Atsimo Andrefana Ihorombe	IFC/Banque Mondiale	LITS vise à valoriser le potentiel sous-estimé du secteur de l'élevage malgache sur la filière zébu. À travers ce programme d'assistance technique sur 3 ans, l'IFC apporte un soutien direct au MAEP, plus particulièrement à la Direction Générale de l'Elevage, sur les aspects stratégiques, techniques, opérationnels et institutionnels de la filière.	Développement de synergie sur le système de traçabilité des bovins (mobilisation des acteurs concernés, articulation entre les systèmes papier et digital)

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Une **brève description du contenu du projet**

b) Fournir une **théorie du changement pour le projet**

Si les populations de l'Andriry, y compris femmes, jeunes et autres segments marginalises, s'impliquent dans les mécanismes renforcés de paix et de prévention des conflits permettant de rétablir une confiance mutuelle entre les communautés et participent de manière effective aux initiatives de développement en valorisant les potentialités locales ;

Si les localités isolées dans le massif de l'Andriry sont progressivement désenclavées à travers l'amélioration des infrastructures de communication et la création des alternatives aux activités illicites liées aux crimes organisés pour la population, et que les services de l'Etat (agriculture, santé, éducation, protection, communication, sécurité, administration de proximité etc.) engagent une démarche évolutive de déploiement dans cette zone ;

Si des mécanismes de coordination de qualité impliquant les autorités régionales/locales et les partenaires sont instaurés pour renforcer les synergies programmatiques et développer des effets catalytiques des initiatives de consolidation de la paix ;

Alors, le phénomène d'insécurité lié aux crimes organisés sera réduit et la cohésion sociale entre les différentes communautés et la stabilité autour du massif de l'Andriry sera renforcée ;

Parce que les populations de l'Andriry ne seront plus stigmatisées et marginalisées (laissées pour compte), qu'elles auront accès aux services et développeront des interactions positives avec les institutions.

Pour ce qui est de la démarche de plaidoyer sur la construction de la route Ivahona-Begogo, un groupe de travail associant des agences des Nations Unies, des hauts responsables au niveau de la primature et d'autres ministères clés, d'autres PTF (UE, MIONJO…) a été constitué en 2022. Une note de plaidoyer sur la route a été aussi établi pour soutenir cette démarche. Des interactions avec le gouvernement continuent à être menées sur le sujet à travers le leadership du Coordonnateur Résident. Elles sont renforcées par les actions menées par l'équipe du PNUD et d'OIM dans le cadre d'un échange continu avec l'équipe de la Primature. Même si la perspective de construction de la route de 80 kilomètres reliant la commune d'Ivahona et Begogo constitue une opportunité vitale pour instaurer une plus grande stabilité dans cette zone, le projet se basera aussi sur le postulat que même si l'opportunité de financement de cette route se présente, elle ne se concrétisera pas avant la deuxième année de mise en œuvre. Le processus de mise en œuvre du projet sera donc séquencé en deux phases de manière à aménager une marge de manœuvre pour des éventuels réajustements en cours de route :

Phase 1 :

Pour la première année de mise en œuvre, le projet propose de traiter les problèmes d'enclavement et d'insécurité des fokontany isolés en agissant commune par commune. L'effort du projet sera, d'une part, axé sur la prise de contact avec les communautés à l'intérieur du massif pour susciter leur implication dans les actions du projet en utilisant une démarche de dialogue constructif orienté vers la recherche de solutions concertées pour instaurer la confiance et faciliter leur rapprochement avec les populations des autres fokontany de leur commune. Ce sera également une opportunité pour recenser les besoins des populations de ces fokontany longtemps isolés dans les domaines sociaux, sécuritaires et de développement. Il s'agit donc d'une approche d'accompagnement de proximité associée à des réponses directes à des besoins prioritaires de la population dans cette localité, dans la limite de la capacité d'intervention du projet. La réhabilitation des infrastructures communautaires, notamment les pistes reliant les fokontany, sera privilégiée en utilisant l'approche à forte potentialité de mobilisation comme l'HIMO. Cette démarche qui consiste à associer les différentes communautés autour des initiatives à caractère fédérateur contribuera à amorcer le rapprochement et le dialogue entre eux. L'ancrage institutionnel des interventions au niveau communal à travers un processus de maitrise d'ouvrage local permettrait de responsabiliser la collectivité dans le processus de pérennisation. Les services techniques, notamment dans le domaine des travaux publics et le secteur social, seront associés à cette démarche. Le projet œuvrera aussi pour la redynamisation des marchés hebdomadaires au niveau des chefs-lieux des communes comme espaces de rencontre entre les communautés mais aussi des relais pour l'évacuation des produits, en favorisant l'échange entre les producteurs et les collecteurs.

Sur l'aspect sécuritaire, le projet renforcera son appui aux FDS déployés dans la zone, aussi bien à travers l'amélioration de leur marge de manœuvre qu'en intensifiant les démarches de rapprochement de ces derniers avec la population dans le but de consolider la confiance mutuelle.

D'autre part, les agences récipiendaires impliqués dans la mise en œuvre continueront les actions de plaidoyer et les efforts de mobilisation de ressources relative à la construction de la route qui sera considérée comme un facteur catalytique de plus dans l'atteinte des résultats du projet.

Au-delà de ces différentes interventions, la phase 1 va aussi être une étape importante pour mieux comprendre les dynamiques socio-culturelles des fokontany visées et mieux orientées nos activités. Elle constitue en même temps une opportunité pour une meilleure compréhension des risques de nos interventions et le renforcement l'approche Risk Management.

Phase 2 :

A la fin de la première année, une revue du projet sera réalisée avec l'ensemble des parties prenantes et des décisions (qui peuvent aussi inclure la suspension du projet) seront prises en fonction de l'évolution du contexte et des enjeux ainsi que des opportunités qui se présentent. L'obtention du financement pour la route Ivahona-Begogo de la part de l'Etat est escompté pour la réalisation de la Phase 2, le cas échéant une réorientation des activités pour investir dans la facilitation de l'accès Ivahona-Begogo à travers l'amélioration des pistes secondaires déjà existantes sera considérée. A cet effet, le suivi sur l'engagement de l'Etat pour la faisabilité de la route se fera mensuellement durant la première année à travers des plaidoyer et consultations avec les acteurs étatiques concernés pour mettre en avant l'importance de la construction de cette route pour la suite des activités et des apports de celles-ci aux priorités de l'Etat. Le but serait d'obtenir une lettre d'engagement de la primature pour la construction de la route avant la fin de la première phase. Bien que la construction de la route principale serait propice pour maximiser l'impact des activités prévues, une réhabilitation des pistes secondaires permettra de considérer une re-priorisation potentielle des activités, y compris la construction de poste avancés et le déploiement des services de l'Etat à des endroits stratégiques, la sélection d'autres zones prioritaires s parmi les communes d'intervention à proximité pour réorienter les activités de la deuxième phase afin de maximiser l'impact du projet dans la zone concernée pour faire avancer le désenclavement des zones isolées.

Le niveau d'engagement concret de l'Etat pour le désenclavement des communes du massif de l'Andriry sera évalué donc pour prendre une décision sur la deuxième phase, en consultation avec PBSO et le Bureau du CR. L'évaluation se fera sur la base des critères comme la liste des projets prioritaires prévus par le gouvernement dans le budget de 2024 et 2025, le plan de déploiement des services de proximité dans ces zones (éducation, santé…), les memoranda / agreements signes avec les Nations Unies, et le progrès concernant la route Ivahona-Begogo. Les potentialités de mise à l'échelle ou de reprise des activités du projet par d'autres PTF seront également étudiées. De manière concrète, un plan d'action matérialisant les engagements des parties prenantes y compris les services techniques déconcentrés de l'Etat au niveau de chaque district sera élaboré et soumis au niveau du comité de projet et au PBSO à la fin de la première phase. Ces engagements seront consolidés avec ceux des institutions au niveau national et serviront de base pour apprécier la faisabilité et l'orientation pour la phase 2 du projet, en consultation avec le PBSO. Donc, avant de demander le paiement de la deuxième tranche du budget, le projet soumettra cette analyse des engagements de l'Etat et la recommandation du Plan de Comite de Projet concernant le contenu de la 2eme phase du projet, au PBSO.

c) Cadre des résultats du projet

Résultat 1 : La cohésion sociale et le vivre ensemble sont renforcés à travers la participation active des communautés de l'Andriry au processus de paix et l'instauration d'une gouvernance locale inclusive au niveau des communes d'intervention

Produit 1.1. Les catégories de population marginalisées incluant les femmes, les jeunes et les populations vivant dans les zones les plus reculées de l'Andriry s'impliquent dans le processus de dialogue visant a identifier les conflits existants et d'engager des actions adéquates afin de rétablir la confiance entre les communautés

Activité 1.1.1. Mener une campagne de sensibilisation inclusive ciblant les communautés de la montagne et de la plaine sur la thématique de l'inclusion, de la prévention des conflits et de la cohésion sociale. (Phase 1)

Un pack d'activités sera mis en œuvre pour la sensibilisation. Il s'agit d'animations communautaires menées par les acteurs clés formés qui utilisent à cet effet, le kit de sensibilisation « Andriry ». Le kit est composé d'un guide d'utilisation, des messages clés et des outils de sensibilisation pour les différentes cibles identifiées. Dans son concept, chaque outil de sensibilisation est illustré par des photos et/ou images et/ou autres formes / figures favorisant l'assimilation facile des messages.

Des sketches radiophoniques en dialecte local seront également produits et diffusés dans les stations radio partenaires et les points d'écoute radiophoniques au niveau des communes cibles. Des représentations publiques de théâtre participatif seront aussi effectuées pour le grand public pour renforcer la sensibilisation de masse. Des affichettes et flyers seront conçues et distribuées pendant les visites à domicile et les causeries individuelles, permettant de véhiculer des messages sur l'inclusion, la prévention des conflits et la cohésion sociale.

Les populations locales, y compris les femmes et les jeunes, à travers des mécanismes de facilitation de leur participation, seront impliquées dans toutes les phases du développement de cette campagne et des messages clés.

Activité 1.1.2. Organiser des dialogues intercommunautaires et intergénérationnels inclusifs impliquant les habitants des fokontany enclavés des communes d'intervention (Phase 1)

Il s'agit d'organiser des dialogues intercommunautaires et intergénérationnels inclusifs, pour avoir des informations à jour sur les principaux conflits entre les populations des différents fokontany de l'Andriry entre eux puis entre ces fokontany du massif et les communautés aux alentours du massif, les causes de ces conflits, et les solutions possibles.

Les membres des SLC appuyés par les OSC seront impliqués dans l'organisation de ces dialogues inclusifs et orientés vers les solutions. Ces dialogues sous forme de Tribunes d'Expression Multi-acteurs regroupent les représentants des différentes catégories d'acteurs touchés et impliqués par les problèmes dans la communauté. Les objectifs consistent à impliquer tous les acteurs à donner et/ou à soulever de solutions suivant les réalités; puis à renforcer les liens de collaboration entre les parties prenantes et promouvoir le partage d'informations entre eux. A noter que des pistes de recommandations et initiatives promouvant l'inclusion, la prévention des conflits et la cohésion sociale seront identifiées pendant ces rencontres communautaires.

Activité 1.1.3. Mettre en place et redynamiser les mécanismes endogènes de prévention et de résolution de conflits en renforçant leur inclusivité (Phase 1 et 2)

Des mécanismes endogènes de prévention et de résolution de conflits ont été mis en place par la communauté elle-même. Le projet compte redynamiser ces instruments en prenant en compte les droits humains, tels des mécanismes de discussions et de prises de décisions communautaires en les ouvrant à toutes les catégories de populations dont les jeunes et les femmes. L'organisation des rituels de paix "Titiky" figure dans cette activité. Ces rituels typiquement utilisés à titre de mesure de prévention et réalisés pour prévenir les mauvaises actions ; consistent à conscientiser les gens à risque pour ne pas s'engager dans les actes de violence et de vol, et à conscientiser les auteurs à ne pas continuer. Ces rituels ont été

systématiquement demandés par les communautés lors des deux premières phases de l'appui du PBF dans cette zone et ont contribué à rétablir le climat de confiance entre les différents groupes au sein des communes d'intervention. Le rôle du projet consistera à déclencher ce processus de rapprochement entre les communautés pour favoriser la mise en œuvre effective de ces mécanismes endogènes.

Activité 1.1.4. Mettre en œuvre des activités communautaires de rapprochement entre les populations des fokontany de l'Andriry et celles des fokontany situés sur la plaine (Phase 1 et 2)

Afin de renforcer davantage les interactions entre les différents acteurs au niveau de la communauté et accroître la collaboration et la confiance entre les parties prenantes, des activités communautaires de rapprochement identifiés lors des dialogues seront mises en œuvre, impliquant tous les acteurs clés : membres SLCs, autorités étatiques et traditionnelles, les organisations de la société civile, et les communautés, avec un accent particulier sur la participation des jeunes et des femmes qui représentent une force non négligeable au sein de la société mais ont tendance à être marginalisés. Ce rapprochement et cette collaboration contribuent à la promotion plus durable de l'inclusion et de la cohésion sociale dans chaque communauté cible. Les travaux communautaires, les manifestations culturelles et sportives figurent parmi les activités à réaliser pour faciliter les échanges entre les communautés.

Produit 1.2. Les communautés des fokontany situés dans le massif de l'Andriry interagissent de façon positive et inclusive avec les autorités communales et participent au processus de prise de décision dans la gestion des affaires locales

Activité 1.2.1. Améliorer l'accès à l'information à travers le renforcement du système de communication ciblant les communautés de la montagne et des plaines (Phase 1 et 2)

Cela consiste principalement à établir un partenariat avec les radios locales pour diffuser des messages à l'attention des communautés dans les zones cibles. Des points d'écoute alimentés par des panneaux solaires seront mis en place dans les localités d'intervention, pour permettre à l'ensemble de la population dans les fokontany d'Andriry d'accéder à des informations fiables, à jour et incitant à interagir de manière positive avec les autorités locales. Ces points d'écoute seront gérés et animés par des jeunes issus de ces localités d'intervention. Le projet compte également créer des émissions produites par les jeunes issus de ces communautés et les diffuser à travers les groupes d'écoute communautaire afin de permettre une meilleure connaissance mutuelle des populations des montagnes et de la plaine et envisager des collaborations et la cohésion sociale. Des partenariats avec les réseaux de radios locales travaillant avec SIFAKA seront développés.

Activité 1.2.2. Accompagner le processus de structuration communautaire (mise en place de comité local inclusif) dans les fokontany de la montagne en capitalisant les acquis des réseaux jeunes et de femmes instaurés dans les projets précédents. (Phase 1 et 2)

Il s'agit de promouvoir la participation inclusive des toutes les catégories de population, y compris les jeunes et les femmes, dans toutes les discussions et prises de décisions au niveau communautaire, en organisant des dialogues intra-catégories (sous forme de focus

group ou réunions) afin d'identifier les blocages à leur participation aux activités communautaires, identifier leurs besoins spécifiques. Des activités de renforcement des capacités à l'endroit des jeunes et des femmes seront aussi organisées afin d'ouvrir des espaces pour leur permettre d'exprimer leurs idées et trouver des solutions sur comment faire accepter leurs voix par les autres groupes. Des discussions auprès des autres groupes traditionnellement dominants (hommes, notables) seront aussi nécessaires pour les faire comprendre et accepter l'importance de l'intégration des jeunes et des femmes dans toutes les discussions touchant les affaires communautaires.

Activité 1.2.3. Accompagner l'implication des représentants des diverses communautés du massif de l'Andriry dans les Structures Locales de Concertation des communes (Phase 1 et 2)

Les Structures Locales de Concertation (SLC) ont été mises en place dans toutes les communes cibles du projet. Pour cette phase, le projet entend accompagner l'implication des représentants des diverses communautés du massif de l'Andriry dans ces SLC et renforcer la capacité organisationnelle de ces structures pour qu'elles puissent servir de cadre favorisant le dialogue et la redevabilité à l'échelle communale.

Activité 1.2.4. Appuyer le processus de mise à jour des plans de paix au niveau communal et la prise en compte dans le PDLII (Phase 1)

Pour accompagner le processus de mise à jour des plans de paix au niveau communal, des consultations et des rencontres communautaires seront menées au niveau de chaque commune d'intervention. Ce processus de mise à jour permettra d'intégrer les préoccupations des différents groupes de population, notamment les plus vulnérables, dans le massif de l'Andriry dans le Plan Local de Développement Intégré et Inclusif (PDLII) de manière à le rendre sensible aux conflits. Étant donné que le PDLII constitue le document de référence pour les partenaires de développement comme MIONJO, l'enjeu serait d'aider les communes à positionner les priorités des fokontany isolés pour qu'elles puissent bénéficier des financements d'un tel projet.

Activité 1.2.5. Accompagner les communes d'intervention dans la mise en œuvre des initiatives définies dans le plan de paix en créant une synergie avec la contribution de l'Etat des autres partenaires. (Phase 1 et 2)

L'objectif est de rallier le maximum de population et toutes les catégories d'acteurs concernées dans la réalisation des activités ou initiatives définies en priorité dans le plan de paix, afin que tout le monde se sente « propriétaire » des activités. Un accent particulier sera mis sur l'appui aux initiatives des femmes.

Résultat 2 : Les communautés dans le massif l'Andriry ont un accès amélioré aux dividendes de la paix qui renforcent leur résilience aux facteurs de tensions et de conflits.

Produit 2.1. Les communautés des fokontany isolés de l'Andriry s'engagent dans la mise en oeuvre des initiatives développement économique leur permettant de promouvoir des interactions pacifiques et mutuellement avantageuses avec les autres communautés des plaines environnantes

Activité 2.1.1. Créer des conditions favorables au relèvement dans les zones reculées en réhabilitant les infrastructures économiques prioritaires à l'échelle communale et en développant les AGR inclusives adaptées au contexte local (phase 1 et 2)

Il s'agit ici d'agir au niveau des communes pour créer des conditions favorables au relèvement dans les zones reculées en réhabilitant les infrastructures économiques prioritaires comme les réseaux d'irrigation et des pistes desservant les fokontany isolés en privilégiant dans un premier temps une approche de Haute Intensité de main d'œuvre (HIMO). Il y a entre autres les segments des pistes Mahabo, Ivahona, Bekirobo et autres fokontany de la montagne. L'objectif est de créer des dynamiques et de contribuer progressivement à l'autonomisation économique des populations vulnérables de ces zones isolées, notamment les femmes et les jeunes ainsi que les dahalo repentis, en leur conférant une source de revenus durable. Pour ce faire « l'approche 3x6 » du PNUD sera mise en œuvre.[31] Elle s'articule autour de trois étapes dont deux pourront être menées dans la première phase du projet :

Etape 1 - INCLUSION : (3-6 mois)

Création d'emplois temporaires par le biais de la participation volontaire aux travaux communautaires à travers des activités de Haute Intensité de Mains d'œuvre (HIMO Cash for Work). Cette démarche de mobilisation communautaire relance l'économie locale à travers la promotion de l'épargne individuelle. Elle contribue en même temps au renforcement de la cohésion sociale et l'inclusion des groupes les plus marginalisés.

Des activités d'accompagnement de proximité seront aussi menées auprès des communautés pour mettre en place les mécanismes d'entretien et de maintenance dans le long terme de ces infrastructures tout en associant la commune et les services techniques déconcentrés concernés.

Etape 2 – APPROPRIATION : (6-12 mois)

Il s'agit de développer à travers un processus participatif de priorisation des Activités Génératrice de Revenus adaptées au contexte local (potagers, aviculture, apiculture, pisciculture…). Une démarche de sensibilisation et de constitution d'associations de producteurs ou de prestataires de service sera initiée. Cela permettrait de promouvoir l'utilisation de l'épargne collective. La population bénéficiaire sera appuyée dans l'analyse des opportunités économiques et l'élaboration de plans d'affaires. Des formations professionnelles pour les jeunes et les femmes seront déployées que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat ou autres activités de transformation.

Parallèlement à ces activités, des appuis seront déployés pour redynamiser les marchés hebdomadaires dans les chefs-lieux des communes (amélioration de l'infrastructure et de l'organisation) dans leur fonction de relai pour l'évacuation des produits. Il s'agit d'y faciliter l'accès et de promouvoir les échanges entre les communautés.

Etape 3 – VERS LA DURABILITE : (12- 18 mois)

Le projet appuiera le développement des chaines de valeur, l'accès aux marchés, l'amélioration et diversification de la production et la transformation, la professionnalisation et la création d'emplois durables et amélioration des conditions de vie.

[31] https://docplayer.fr/10113488-L-approche-3x6-du-pnud-de-l-inclusion-sociale-vers-le-developpement-durable.html

Les bénéficiaires issus des communautés isolées du massif de l'Andriry seront ensuite accompagnés pour saisir d'autres opportunités d'appui et de financement auprès des autres partenaires de développement présents dans cette zone.

Activité 2.1.2. Redynamiser les marchés hebdomadaires dans les communes à travers l'amélioration des infrastructures et le mécanisme de gestion (Phase 1 et 2)

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier les problèmes, les lacunes et les opportunités existants dans les marchés hebdomadaires en termes d'infrastructures et de gestion avec le soutien d'une OSC déjà sur place ou d'un cabinet de consultant. Le projet appuiera ensuite la mise en place d'un mécanisme de gestion des marchés basé sur les résultats de l'analyse des problèmes incluant les normes, règles et procédures liés à l'attribution des emplacements, les redevances, la venue de nouveaux commerçants et la résolution des conflits en tenant compte de l'aspect genre et âge. Le projet investira aussi dans la rénovation et le renforcement des infrastructures existantes en tenant compte des besoins des commerçants et de la communauté, en particulier des personnes en situation de handicap. Des activités de formation des parties prenantes dans les marchés hebdomadaires (commerçants, population des communautés participants aux marchés, autorités locales) concernant le mécanisme de gestion des marchés hebdomadaires seront aussi organisées.

Activité 2.1.3. Appuyer les efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la construction de la route d'Ivahona-Begogo. (Phase 1)

Les efforts de plaidoyer pour la construction de la route seront poursuivis tout au long de la phase 1 du projet en impliquant aussi les parties prenantes au niveau de la zone d'intervention.

Activité 2.1.4. Accompagner la mobilisation communautaire pour la réalisation de la piste reliant la Commune d'Ivahona – Begogo et la mise en place du mécanisme communautaire de gestion et d'entretien (Phase 2)

Cette activité dépendra de l'obtention du financement de la route de 84,3 km estimé à 10 milliards d'Ariary. Selon l'étude technique réalisée par OIM, environ 30% des travaux seront réalisés en mobilisant des mains d'œuvre locale (HIMO). La démarche suivante sera entreprise pour accompagner ce processus :

- Engager un cabinet d'expert pour former les communautés sur la construction de la piste et le mécanisme de gestion et d'entretien de celle-ci et pour assurer le suivi des avancements de la construction.
- Identification, achats et transports des matériels et ressources nécessaires pour la construction de la piste.
- Formation de la communauté pour l'utilisation des équipements.
- Construction de la piste sous la supervision d'un consultant BTP.

Produit 2.2. Les services sociaux et administratifs se déploient progressivement à l'intérieur du massif pour réduire la marginalisation des communautés dans les zones les plus reculées de l'Andriry

Activité 2.2.1. Soutenir les initiatives visant à établir le contact et la confiance avec les communautés de l'Andriry à travers la mise en œuvre des tournées conjointe de « police générale » et des activités civilo-militaires (Phase 1)

Il s'agit entre autres de :

- Soutenir les initiatives visant à établir le contact et établir la confiance avec les communautés de l'Andriry à travers la mise en œuvre des tournées conjointe de « police générale » (représentant de l'Etat, Responsables communaux, FDS, STD…) impliquant les « lonaky » (notables et autorités traditionnelles);
- Appuyer la mise en œuvre des activités civilo-militaires (dans le domaine médical à travers le déploiement des médecins militaires, éducation, agriculture…) et de l'approche de police de proximité ;

Activité 2.2.2. Faciliter le déploiement progressif des services sociaux et administratifs à travers des appuis en équipements/intrants et l'amélioration de la mobilité des agents des STD (éducation, santé, fonciers, état-civil…) avec un accent particulier sur les besoins spécifiques des femmes (Phase 1 et 2)

Il s'agit ici de faciliter le déploiement progressif des services sociaux et administratifs à travers des appuis en équipements/intrants et l'amélioration de la mobilité des agents des STD (éducation, santé, fonciers, état-civil…) avec un accent particulier sur les besoins spécifiques des femmes. Le projet prévoit aussi de former des personnes relais issues des communautés à l'intérieur du massif pour jouer des rôles clés comme dépositaires de médicaments, premier secours ou autres... Ces personnes seront dotées d'intrants de première nécessité et de moyens de communication (radios BLU) pour communiquer avec les services dans les chefs-lieux (Centres hospitaliers, gendarmerie...)

Le projet contribuera aussi à la mise en place des activités d'Alphabétisation fonctionnelles : Du fait qu'il n'y a pas d'école dans l'Andriry et que le taux d'alphabétisation est très faible en milieu rural (27% dans l'Anosy), il s'agit de mettre en œuvre cette démarche qui a été déjà menée lors de la phase 1 du PBF à Betroka en ciblant plus particulièrement les femmes. Cette activité pourrait être menée directement par le projet à travers des dispositifs itinérants dès la Phase 1 en attendant toutes formes de construction d'infrastructures scolaires et déploiement des services de l'éducation dans l'Andriry.

Activité 2.2.3. Renforcer le maillage territorial de la zone à travers l'amélioration des marges de manœuvre (infrastructures et mobilité) et le rapprochement des FDS auprès de la population (Phase 1 et 2)

La démarche adoptée par le projet consiste à analyser avec les éléments des FDS la dynamique sécuritaire dans la zone d'intervention de manière à identifier le gap en termes de couverture et de maillage territorial. Le projet contribuera à l'amélioration des infrastructures (postes avancés ou autres) et des moyens de déplacements pour les éléments des FDS œuvrant dans les zones non encore couvertes. La création de nouvelles infrastructures ou l'amélioration et la réhabilitation de poste avancés déjà existant se fera en coordination avec la Gendarmerie pour discuter de la faisabilité et de pertinence des emplacements par rapport aux besoins sécuritaire de la région. Pour chaque réhabilitation et construction effectué, le responsable local de la gendarmerie et représentant des FDS locales co-signerons une charte incluant l'engagement de ceux-ci pour l'entretien et

l'utilisation des infrastructures. Le projet s'assurera que la politique de diligence raisonnable en matière de ressources humaines est intégrée lorsqu'il s'agit d'activités avec le secteur de la sécurité. De plus, un appui sera apporté pour la mise en place d'un système d'alerte précoce à base communautaire à travers les moyens de communications les plus utilisés dans la zone et le développement de protocoles clairs et simple pour engager les populations locales dans le signalement des menaces à la sécurité pour permettre aux forces de l'ordre de réagir dans les meilleurs délais.

Activité 2.2.4. Appuyer le recensement et la régularisation de détention des armes légers et de petit calibre (ALPC) au niveau des communes d'intervention (Phase 1 et 2)

Il s'agit ici d'appuyer la démarche entrepris par les éléments des FDS et les représentants de l'Etat territorialement compétant pour encourager les citoyens détenteurs d'ALPC à régulariser leur situation ou à s'engager dans une démarche de désarmement volontaire. L'objectif consiste à lutter contre la circulation des armes illégales qui contribue à la situation d'insécurité dans la zone. Le projet soutiendra une campagne de sensibilisation dans ce sens et la mise en œuvre d'une approche de proximité menée par les FDS.

Activité 2.2.5. Appuyer le renforcement des dispositifs pour la gestion administrative et la traçabilité des bovins (Phase 1 et 2)

Comme évoqué plus haut dans l'analyse du conflit, la décision de l'Etat relative à la reprise de l'exportation de la viande de zébu constitue un risque menant vers la recrudescence du phénomène "dahalo" dans cette zone s'il n'y a pas des mesures d'accompagnement bénéficiant de l'adhésion de l'ensemble des acteurs. Les tensions sociales autour de l'opérationnalisation de l'abattoir de BOVIMA dans le district de Fort-dauphin et se l'instauration du système de traçabilité électronique des bovins illustrent cette menace. Il est donc important pour le projet d'anticiper ces risques à travers une approche sensible aux préoccupations des acteurs sur le terrain. Cela consiste à renforcer les actions menées dans le cadre du projet RMIICPS et à développer la synergie avec d'autres initiatives de mise en place de système de traçabilité des bovins. Le projet accordera une priorité à l'appui à la coordination des interventions des entités qui interviennent dans la gestion administrative des bovins.

Résultat 3 : Les acteurs du territoire et les intervenants[32] autour du massif de l'Andriry mettent en place un mécanisme de coordination pour promouvoir les synergies d'actions en faveur du développement et pour la paix durable dans cette zone

Produit 3.1. Des dispositifs de coordination sont opérationnalisés aux niveaux local et national pour optimiser les efforts de consolidation de la paix dans cette zone

[32] Collectivités Territoriales Décentralisées, Services techniques déconcentrés, Sociétés civiles, communautés locales, secteurs privés, partenaires de développement.

Activité 3.1.1. Renforcer les mécanismes de coordination au niveau national pour une meilleure planification et affectation des ressources en faveur des zones reculées du sud (Phase 1 et 2)

Au-delà du rôle des Nations Unies dans l'accompagnement de la réforme sur la décentralisation, il s'agit ici d'agir pour remonter les préoccupations de la population de cette zone au niveau des instances de coordination au niveau national mais aussi de promouvoir une meilleure visibilité des efforts des parties prenantes locales. Seront impliqués dans cette démarche les élus locaux au niveau des collectivités et les parlementaires issus de cette zone.

Les opportunités offertes par des dispositifs comme le Fonds National de Péréquation seront valorisées dans cette démarche.

Activité 3.1.2. Opérationnaliser les dispositifs de coordination impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires au niveau de chaque région et district d'intervention (Nexus Humanitaire, Développement/Résilience, Paix) (Phase 1 et 2)

Sous le leadership des autorités au niveau régional et des représentants de l'Etat dans les districts, les dispositifs territoriaux de coordination impliquant l'ensemble des acteurs et des partenaires seront renforcés dans le but d'harmoniser les interventions en mettant en avant le Nexus Humanitaire, Développement/Résilience, Paix.

Le projet appuyera l'opérationnalisation de ce dispositif à travers des rencontres périodiques de partage d'expériences et de coordination selon les fréquences adaptées au contexte local.

Activité 3.1.3. Appuyer la mise en place et l'opérationnalisation d'un plan de prévention et de sécurisation à l'échelle interrégionale (incluant une stratégie de lutte contre les trafics illicites et les crimes organisées) (Phase 1 et 2)

Cette activité consiste à accompagner l'effort des acteurs du système de sécurité pour cerner les dimensions interrégionales de cette problématique. Il s'agit de soutenir l'organisation des concertations nécessaires et la mobilisation des acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan de prévention et de sécurisation.

Produit 3.2. Un dispositif conjoint de suivi-évaluation est opérationnalisé pour assurer une meilleure visibilité des résultats et promouvoir la durabilité

Activité 3.2.1. Mettre en place un mécanisme de planification et de suivi-évaluation conjoint sous le leadership du représentant de l'Etat à l'échelle du district (Phase 1 et 2)

Le représentant de l'Etat au niveau du district joue en même temps le rôle de superviseur de tous les services techniques déconcentrés présents à cette échelle mais aussi d'appui-conseil et de contrôle des actes des communes. Le projet s'appuiera sur cette prérogative pour l'appuyer à développer ce mécanisme de planification et de suivi-évaluation conjointe des actions dans le domaine de la prévention des conflits et de consolidation de la paix dans la zone d'intervention. Ce dispositif servira de cadre pour matérialiser l'engagement des parties prenantes dans ce domaine.

Activité 3.2.2. Opérationnaliser le dispositif de suivi à base communautaire et de collecte de feed-back au niveau des fokontany d'intervention

En se basant sur les expériences de TKI dans les précédents projets du PBF, il s'agit de redynamiser les réseaux communautaires pour assurer le suivi de l'évolution de la situation sécuritaire à la base et l'impact des actions du projet sur la cohésion sociale dans la zone.

Le projet va initier une démarche pour :

- Le recrutement d'une spécialiste VNU communication/suivi et évaluation pour développer les stratégies de suivi communautaires.
- L'identification et mobilisation d'agents communautaires par fokontany pour jouer un rôle de médiateur entre les communautés, les chefs du fokontany, les autorités locales et les organisations œuvrant dans la zone d'intervention.
- Le déploiement du système SMI (indice de solution et de mobilité) permettant d'identifier les causes profondes de fragilité grâce à des données permettant de lutter contre les déplacements prolongés.
- Afin de pérenniser le système de suivi à base communautaire et de collecte de feedback à travers les agents communautaires, l'implication des membres de la communauté dès la conception et durant l'évolution du dispositif sera intégrée afin de leur expliquer les avantages du dispositif, de solliciter leur participation et de promouvoir l'appropriation locale du système pour renforcer leur engagement à long-terme. Par ailleurs, les agents communautaires identifiés et impliqués dans la collecte de feed-back seront formés par la spécialiste VNU pour leur permettre de comprendre le système et ses objectifs. Les mécanismes de collecte de feed-back seront conçus sur la base des moyens de communication familiers et accessible aux communautés. L'efficacité du dispositif sera ensuite évaluée durant la mise en œuvre afin d'identifier les domaines d'amélioration potentielles et apporter des ajustements.

d) Le **ciblage des bénéficiaires** et le **ciblage géographique** du projet

12 communes des anciens projets PBF - RMIICPS et de Art populaire (Betroka, Kelivaho, Ambalasoa, Ivahona, Mahabo, Bekirobo, Isoanala, Beraketa, Tsivory, Tomboarivo, Marotsiraka, Begogo, Lavaraty et Soakibany) – et plus deux nouvelles communes de Ivahona et Mahabo avec un ciblage spécifique des Fokontany situés dans le massif, lesquels – pour la plus part – n'ont pas été couverts dans les anciens projets PBF.

Le nombre des bénéficiaires directs du projet est estimé à 250,000 personnes.
Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des fokontany (FKT) des 14 Communes cibles.
Sont indiqués en rouge les Fokontany de l'Andriry :

Le choix de ces Fokontany repose sur les critères ci-après :

- La plupart de ces fokontany surtout ceux de l'Andriry a un taux de criminalité élevé. Avant la mise en œuvre des projets durant la phase I et II de PBF dans le Sud, les autorités ainsi que les FDS ont eu des difficultés à pénétrer dans ces localités. Les différentes interventions ont permis à la population de chaque Fokontany de s'ouvrir aux autres membres des communautés environnantes et de renforcer la confiance entre la communauté et les FDS. La population dans ces Fokontany manifeste ainsi leur volonté et engagement à renforcer la cohésion sociale qui a commencé à être instaurée;

- L'accès aux services publics de base est difficile pour la population dans ces Fokontany. À travers les consultations et dialogues menés dans chacune de leur localité, les communautés ont exprimé les besoins de réhabiliter et/ou construire les infrastructures telles que, les routes, les écoles et les centres de santé ;
- L'accès à l'identité de la population dans ces Fokontany constitue un grand défi. La grande majorité de la population dans ces Fokontany ne dispose pas de documents prouvant leur identité juridique, ce qui les empêche d'accéder à la scolarisation, aux services de santé etc.;
- Un taux de chômage élevé surtout chez les jeunes de ces Fokontany.

Le projet compte cibler particulièrement les catégories suivantes :

- Les jeunes, incluant les jeunes délinquants, les dahalo repentis, mais aussi les jeunes leaders communautaires : ces jeunes constituent une grande partie de la population dans ces localités. Ils sont à la fois les principaux acteurs des actes de violence et de banditisme dans ces zones mais également les principales victimes de ces phénomènes. Ces jeunes ont été souvent marginalisés par ses ainés et les autorités locales lors des consultations et prises de décisions au niveau communautaire. Dans le cadre de ce processus de ciblage, une attention particulière sera portée sur les dispositions relatives à l'approche "Do No Harm".
- Les femmes, appelées autrement « Reny ampela » : en général femmes adultes de plus de 35 ans constituent une frange importante de la population. Les femmes sont parfois victimes de préjudices et de violences qui s'ancrent dans des représentations et des pratiques traditionnelles et coutumières souvent discriminatoires à leur égard.
- Les autorités locales : qu'il s'agisse des autorités administratives ou traditionnelles, ils jouent un rôle prépondérant dans le dénouement des différents conflits qui peuvent survenir dans leurs localités.
- Les membres des Kalony ou Jado ou Andrimasompokonolona qui sont des organisations communautaires informelles opérant dans la sécurité d'un territoire.
- Les membres des quartiers mobiles qui sont des structures communautaires travaillant dans le secteur sécuritaire : les membres sont des jeunes à partir de 18 ans, désignés par l'Assemblée Générale du fokontany. D'une manière générale, les Quartiers Mobiles travaillent avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et sont formés par ces derniers.
- Les Forces de sécurité et de défense : qui figurent parmi les institutions étatiques locales fragilisées et faibles qui n'arrivent pas à assurer de manière convenable la sécurité et les services sociaux de base à la population. Les FDS sont parfois victimes des différentes attaques et des actes de violence en tout genre. De plus, afin de respecter la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et d'assurer le maintien de la paix dans les zones d'intervention, les deux agences avec l'appui de la conseillère en Droits humains procéderont à : (I) l'évaluation des risques et avantages potentielles associé à la mise en œuvre ou non des activités engageant les FDS avant de mener les activités y afférent; (II) la communication transparente avec les FDS destinataires sur les obligations juridiques de l'ONU et des principes fondamentaux régissant l'appui aux forces de sécurité non onusienne et (III) le développement d'un cadre de mise en œuvre efficace.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
PNUD	USD 21,015,016	Fonds propre et autres bailleurs	Antananarivo Toamasina Fenerive est Sambava Morondava Toliara Ambovombe Fort-dauphin Betroka	179 personnes réparties dans les régions : Analamanga Atsinanana Analanjirofo Sava Menabe Atsimo - Andrefana Anosy Androy (une quinzaine de staff sont basés dans la région Anosy et Androy)	Team leader, Chargé de programme et Conseiller en Gouvernance, Spécialiste en résilience, Spécialiste en Genre, Spécialiste en communication
OIM	USD 3,000,000	CERF/UXBS program/Gouvernement du Japon/	Siège: Antananarivo Bureau provinces: Mananjary Ambovombe	25 dont 5 dans les zones du projet	-Spécialiste en gestion des conflits et cohésion sociale. -Spécialise en gouvernance des migrations.

En tenant compte des acquis et des bonnes pratiques des phases précédentes, le projet maintiendra un dispositif de proximité sur le terrain à travers le bureau commun des Nations Unies à Betroka, où l'équipe conjointe de mise en œuvre sera basée.

La démarche de mise en œuvre du projet intégrera une dimension importante de renforcement de capacités des OSC impliqués dans le déploiement des interventions, à commencer par l'ONG TKI compte tenu du rôle primordial qu'elle sera appelée à jouer, principalement dans le cadre du résultat 1 du projet à travers la promotion d'une approche communautaire de structuration et l'accompagnement des communes d'intervention. Le projet va aussi promouvoir aussi l'émergence des OSC locales (réseau des jeunes du précédent projet Art populaire, des groupements des femmes...) à travers un système de parrainage par des ONG plus expérimentées.

Stratégie de renforcement de capacités des partenaires

Parmi la stratégie adoptée par le projet figure le renforcement de capacités des partenaires chargés de la mise en œuvre directe du projet. Pour Tokotany Iraisana (TKI), bien que l'ONG possède les outils et moyens humains indispensables pour gérer un projet, un renforcement de ses capacités est toujours nécessaire pour mieux répondre aux exigences des PTFs. Ainsi, suivant les recommandations des évaluateurs, Tokotany Iraisana devrait disposer des différents manuels et procédures, utiles pour une meilleure conduite de ses opérations.

Pour ce faire, TKI compte recourir à un consultant externe pour l'appuyer dans l'élaboration des différentes politiques et manuels de procédures relatifs :

- A la lutte contre la fraude et la corruption ;
- Au processus d'élaboration et de planification du projet ;
- Au suivi et évaluation ;
- A l'établissement des rapports financiers ;

Une mise à jour du manuel de procédures incluant les différentes étapes à suivre lors du processus de passation de marchés est également prévue parmi les actions à faire. Cette démarche sera en partie financé à travers le projet.

Une fois les politiques et manuels élaborés et validés, des formations seront organisées suivant le plan préétabli pour l'ensemble du Personnel de TKI sur l'utilisation de ces différents documents.

Ces activités de renforcement de capacités seront réalisées au début de la mise en œuvre du projet, c'est-à-dire, le premier trimestre de la phase 1.

Le budget y afférent est inclus dans la rubrique « Coûts supplémentaires »

b) **Gestion du projet et coordination.**

Entités	Postes	Rôles	% de temps alloué au projet	Domaine d'expertise
PNUD (lead)	Chef de projet et coordonnateur interagence du projet Grade : NPSA 11 Coût annuel : USD 25 076 Lieu d'affectation : Betroka	Le premier responsable de la gestion du projet. -Assure la coordination, la planification et la consolidation des activités, des résultats du projet avec les autres agences - Assure la réalisation du suivi-évaluation du projet, sa pertinence avec	100 %	Expertise en gestion de projet et en coordination de projet conjoint. Bonne connaissance de la zone d'intervention.

Entités	Postes	Rôles	% de temps alloué au projet	Domaine d'expertise
		les autres agences et le responsable du suivi-évaluation de PBF -prépare,organise les réunions périodiques du comité de projet. - gestion des risques et problèmes du projet.... - Géstion et encadrement des STAFFS, les consultants, les parteanires		
	Spécialiste en Gouvernanace locale Grade : NPSA 9 Coût annuel : USD 15 204,9 Lieu d'affectation : Betroka	Accompagne le processus structuration locale, l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de paix et l'amélioration des services publics de proximité	100%	Expertise en décentralisation et gouvernance locale : accompagnement des CTD et STD, Etat de droit, redevabilité, fiscalité, Justice de proximité
	Spécialiste Social empowerment Grade : NPSA 9 Coût annuel : USD 15 204,9 Lieu d'affectation : Betroka	Appui aux activités de mobilisation communautaire	100%	Expertise en animation sociale en prévention des conflits
	Spécialiste en suivi-évaluation Grade : NPSA 9 Coût annuel : USD 15 204,9	Appui au collecte et consolidation des données. Assure la mise à jour et disponibilité des données sur le projet	100%	Suivi-évaluation, maitrise des techniques de collecte et traitement des données, Statistiques

Entités	Postes	Rôles	% de temps alloué au projet	Domaine d'expertise
	Lieu d'affectation : Betroka			
	Assistant Administratif et financier Grade : NPSA 7 Cout annuel : USD 10 000 Lieu d'affectation : Betroka	Assure la gestion administrative et financière du projet	100%	Expertises en gestion administrative, logistique et financière
	2 Chauffeurs Grade : NPSA 2 Cout annuel : USD 6 404,72 (3202,36X2) Lieu d'affectation : Betroka	Faciliter la mobilité et le déplacement de l'équipe du projet	100%	Expertises en conduite, entretien et maintenance de véhicule
OIM	Coordonnateur de Programmes Grade P4: Cout annuel: 94 152 USD	Assure le suivi et la supervision générale de l'ensemble des projets de l'OIM. Il/elle est basée au bureau central et fera des descentes sur terrain deux fois par an avec le chargé de projet.	20%	Expertise en Coordination et supervision générale des programmes de la mission et relation avec les bailleurs de fonds
	Chargee de projet Grade P3: Cout annuel: 78 250 USD	Assure la coordination technique et la gestion financière des projets de l'OIM Madagascar. Il/elle est basee au bureau central	20%	Expertise dans le suivi des projets et la relation avec les partenaires techniques

Entités	Postes	Rôles	% de temps alloué au projet	Domaine d'expertise
	Chargé de la gestion des ressources Grade P2 Cout annuel : 62 839 USD	Assure la gestion et la mobilisation des ressources pour l'ensemble des projets de l'OIM. Il/elle est basee au bureau central	20%	Expertise en Gestion des ressources financières et humaines des projets
	Officier de support du projet Grade : P2 Cout annuel : 62 839 USD	Assurer le pilotage et la coordination des activités liées à la mise en œuvre du projet sur le terrain sous la supervision du chargee de programmes. Il est base dans le Sud à Betroka.	100%	Expertise en suivi des activités du projet et en Cohésion sociale et gouvernance des migrations.
	Officier national de projet Grade NoA: Cout annuel: 13 284 USD	Appuie au suivi de la réalisation des activités du projet en étroite collaboration avec l'Officier de support du projet. Il/elle est basée au bureau central et communiquera journalièrement avec l'officier de support de projet et effectuera des descentes sur terrain régulièrement selon les besoins du projet. Il s'assurera aussi d'informer le chargé de projet sur l'avancement journalier des activités du projet.	100%	Expertise en Gestion des conflits et gouvernance des migrations.
	Résponsable de la logistique et des achats. Grade G7 Cout annuel : 9 288 USD	Assure la gestion de la logistique et des achats pour l'ensemble des projets de l'OIM. Il/elle est basee au bureau central	20%	Expertise en Logistique et achats.

Entités	Postes	Rôles	% de temps alloué au projet	Domaine d'expertise
	Responsable national administratif et financier Grade NOA: Cout annuel: 13 284 USD	Assure la gestion administrative et financière au quotidiens des aspects financiers et administratifs du projet sous la supervision du Chargé de la gestion des ressources. Il/elle basee au bureau central	20%	Expertise en Administration et finances.
	Assistant de projet Grade G5: Cout annuel: 6 048 USD	Assiste et appuie l'unite administration et finance et opérationnelle dans le suivi des operations du projet. Il/elle basee dans le Sud à Betroka.	20%	Expertise en Administration et finances.
	Chauffeur Grade G3: Cout annuel: 3 720 USD	Appuie les unites logistique, administration et operationnelle pour faciliter les déplacements du personnel des operations du projet. Il/elle est basee dans le Sud à Betroka.	25%	Expertises en conduite, entretien et maintenance de véhicule

Le comité de projet et mécanisme de gouvernance du projet

Le projet sera mis en œuvre conjointement par les agences et organisation partenaires en étroite coordination avec les différents départements ministériels impliqués, sous la coordination quotidienne de l'agence lead (PNUD). Chaque organisation est responsable de la mise en œuvre des activités de sa composante et se coordonnera avec les autres agences de mise en œuvre du projet ainsi qu'avec le Secrétariat et les partenaires nationaux. A titre d'exemple, le séquencement des activités stratégiques et leur portée seront discutés avec les autres organisations et le Secrétariat. Tout le staff dédié au projet va avoir une ligne de reporting envers le coordonnateur chef du projet PNUD.

L'agence lead sera responsable de la consolidation des rapports semestriels, annuels et de fin de projets (narratifs et financiers), des plans de mise en œuvre, des plans de suivi-évaluation et de toute autre note sur le projet. Les organisations récipiendaires non-lead fourniront les

informations nécessaires à l'agence lead dans les délais requis. Les organisations sont directement responsables de la mise en œuvre du projet sous le contrôle technique d'un Comité de projet et la supervision stratégique du comité de pilotage du Portefeuille de Consolidation de la Paix.

Le Secrétariat technique du Fonds de Consolidation de la Paix assurera un rôle de coordination de l'ensemble du portefeuille, un conseil technique à la mise en œuvre du projet (en coordination avec le Conseiller en Paix et Développement), ainsi qu'une assurance qualité de celui-ci. L'ensemble de l'équipe projet s'assurera de conserver une communication fréquente et régulière avec le Secrétariat du PBF (et son coordonnateur régional basé dans le grand Sud).

Réunions de projets. Sur une base mensuelle les réunions de projets réuniront l'ensemble des cadres techniques des organisations récipiendaires ainsi que le Secrétariat PBF pour discuter des progrès du projet. Elles sont organisées par l'agence lead ou bien par le Secrétariat. Par ailleurs les cadres techniques des agences participeront aux réunions de coordination du portefeuille PBF qui seront organisées par le Secrétariat.

Comité technique du projet. Le Comité technique du projet se réunit sur une base régulière (au moins semestrielle) afin d'apprécier les progrès dans la mise en œuvre des activités des projets, identifier les opportunités et difficultés ainsi que les moyens de mitigation, revoir les plans de travail et de suivi-évaluation, revoir techniquement les rapports, et identifier des solutions aux blocages. Le comité technique met à jour le tableau des risques et propose au Comité de pilotage des réorientations stratégiques pouvant permettre une plus grande efficacité des projets. La composition du Comité technique est comme suit :

- Un représentant de la Primature
- Un représentant du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,
- Un représentant du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie,
- Un représentant du Ministère de la Justice,
- Un représentant du Ministère de la Jeunesse et des Sports,
- Un représentant du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme,
- Un représentant de chaque région concernée (Anosy, Androy,Atsimo-Atsinanana, Ihorombe),
- Un représentant de la société civile œuvrant dans ce domaine,
- Un représentant des bénéficiaires,
- Deux représentants des autres partenaires techniques et financiers actifs dans cette zone.

Un représentant de chaque organisation récipiendaire et du Secrétariat technique du PBF/BCR.

c) Gestion du risque

Il est tout d'abord important de mentionner que l'analyse et la gestion des risques se feront de manière dynamique tout au long du processus de mise en œuvre du projet. Ce processus d'adaptera aussi au phasage de la mise en œuvre. Le passage de la phase 1 à la phase 2 du projet sera assortie d'une mise à jour des risques et les mesures de mitigation y afférentes seront renforcées.

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le	Stratégie d'atténuation (

		projet (haute, moyenne, faible)	
Stratégique			
Manque d'engagement de l'Etat pour investir et de déployer ses services dans les zones isolées de l'Andriry	Moyenne	Haute	Intensification des actions de plaidoyer en impliquant les réseaux d'acteurs au niveau national et local. Etablissement de convention matérialisant l'engagement des parties prenantes
Changement d'orientation et de priorité des dirigeants à l'issue du processus électoral	Moyenne	Haute	Actions de plaidoyer en impliquant les réseaux d'acteurs au niveau national et local. Etablissement de convention matérialisant le réengagement des parties prenantes
Non effectivité du processus de mobilisation de ressources pour la construction de la route Ivahona-Begogo	Moyenne	Moyenne	Réadaptation de la stratégie de mise en oeuvre du projet en agissant commune par commune pour désenclaver les zones isolées Renégociation du rôle et de l'engagement de l'Etat pour constituer un gage de l'enclenchement de la deuxième phase
Sécuritaire			
Confrontation avec les "dahalo" qui pourraient constituer un frein aux dialogues communautaires et à l'accès aux zones isolées de la montagne d'Andriry.	Moyenne	Moyenne	Identification des zones où les activités des « dahalo » sont les plus élevées et de leurs déplacements afin de développer un mapping de leur présence dans la zone. Mobilisation des autorités locales existantes pour l'organisation des dialogues communautaires. Utilisation d'acteurs locaux et des populations locales connaissant les spécificités et les dangers dans les zones concernées.
Aggravation des divisions entre les groupes en conflits	Faible	Moyenne	Réaliser une analyse de la dynamique des conflits et autres tensions sociales entre les communautés et identifier les principaux moteurs et acteurs de conflits et évaluer la manière dont

			ils affectent le contexte local de la population.
Les activités du projet contribuent directement ou indirectement aux menacent qui pèsent sur la population en augmentant les risques de répercussions pour les participants aux activités de la part des "dahalo".	Moyenne	Haute	Analyser les mécanismes de protection existants au niveau des communautés et identifier les menaces possibles afin de définir des stratégies d'intervention permettant d'y faire face efficacement, notamment en renforçant les capacités d'autoprotection de la population.
Stigmatisation des « dahalo repentis » (jeunes délinquants repentis) par les communautés cibles.	Moyenne	Haute	Mise en œuvre d'une approche « Do no Harm » dans le ciblage : - Etablissement des critères transparents et qui permettent la représentativité dans le processus de ciblage. - Promotion des dialogues pour faciliter l'intégration sociale des repentis.
Résurgence du phénomène d'insécurité dû à un contexte électoral tendu.	Moyenne	Moyenne	Neutralité, promotion du dialogue et diffusion des messages pour promouvoir la cohésion sociale
Opérationnel			
Le nombre de femmes et jeunes, en particulier les plus vulnérable à la co-option des « dahalos » excède la capacité d'appui du projet.	Faible	Faible	La sélection des bénéficiaires se fera de manière inclusive avec la participation des catégorie ciblés afin d'assister les plus vulnérables en premier. Les interventions pourront aussi se faire en coordination avec les interventions des partenaires déjà en place pour optimiser leur efficacité.
Social et économique			
Manque de connaissance sur les pratiques sociales et les dynamiques de relation entre les groupes sociaux	Faible	Moyenne	Effectuer une analyse des us et coutume présentent dans chaque communauté concernée à travers des consultation auprès des communautés et des autorités locales.
Catastrophes naturelles (secheresses, cyclones…) qui anéantissent les acquis du projet	Moyenne	Moyenne	Développement de mécanisme pour assurer l'agilité du projet

d) Suivi / évaluation

Le suivi de ce projet mettra l'accent sur la participation des bénéficiaires et des autorités nationales impliquées en vue de la meilleure appropriation du processus, du suivi et des résultats. Dans cette perspective, les différentes parties prenantes seront impliquées dans le système de suivi évaluation en termes d'analyse, de réflexions critique et de communication des résultats.

Chaque organisation récipiendaire a la responsabilité d'assurer le suivi et évaluation des activités qui la concernent et ce à par ses propres personnels techniques et de S&E. L'agence lead est le responsable de la qualité et de la cohérence du suivi et évaluation du projet, notamment de la compilation des données collectées, de la qualité des rapports et de la ponctualité de leur soumission. Elle pilotera l'établissement d'une stratégie et d'un plan de suivi-évaluation conjoints du projet avec les agences et l'appui du chargé de suivi-évaluation du Secrétariat du PBF, et se coordonnera de manière régulière avec ce dernier.

Le suivi des produits du projet sera assuré par les agences et reposera sur : i) la collecte et l'analyse des données disponibles pour la prise des décisions, notamment par le biais d'un suivi communautaire (Community based monitoring) ; ii) la production de rapports de progrès semestriels pour la redevabilité, iii) les visites conjointes de terrain et iv) la tenue des revues semestrielles et annuelles. L'agence lead, en coordination avec les autres organisations récipiendaires et le Secrétariat PBF, s'assurera de la collecte des niveaux de référence des indicateurs dans les 3-4 premiers mois du projet.

Un plan de mise en œuvre intégré sera élaboré en début du projet et revu régulièrement (au moins chaque année). Le plan de suivi-évaluation du projet sera aussi élaboré conjointement par les partenaires au projet avec le Secrétariat du PBF. Les exercices de suivi communautaire et enquêtes de perceptions éventuellement commandées seront organisés sous le leadership du Secrétariat, qui veillera à la coordination dans la méthodologie de suivi entre les différents projets PBF et à la cohérence des différents exercices. L'établissement des baselines, plus particulièrement la mise en œuvre des enquêtes des perceptions sera confié à une OSC ayant des expertises confirmées dans ce domaine.

Sans compter les activités prévues dans le produit 3.2 qui consiste à institutionnaliser le réflexe de suivi-évaluation au niveau des acteurs locaux, la part du budget consacré au suivi-évaluation est de USD 188,965, ce qui représente 5,04% des ressources totales destinées à mettre en oeuvre le projet. Cela inclut le montant de USD 60,000 consacré à l'évaluation finale du projet.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité

La prise en compte de la pérennisation du projet tient compte des 3 axes :

Durabilité sociale : Elle sera assurée en développant des mécanismes de stabilisation communautaire adaptés aux particularités socioculturelles et aux problématiques sécuritaires de chaque communauté qui puissent s'enraciner dans les structures communautaires existantes. De même, l'implication effective des femmes et des jeunes (constituant plus de la moitié de la population) dans tout le processus de mise en œuvre du projet, notamment au niveau de l'instauration de la paix au niveau de leurs communautés ainsi que les échanges avec les forces de l'ordre et de sécurité sera une des priorités du projet afin de garantir la pérennisation du projet. Aussi, en appuyant les réseaux de compétences locales en accompagnement (OSC locales partenaires).

Durabilité technique : Elle sera garantie à travers la capitalisation des savoirs et des connaissances produites par le projet. La mise en place du dispositif de coordination et de partage d'expériences entre les intervenants permettrait de promouvoir et de systématiser une approche sensible aux conflits.

Durabilité institutionnelle et économique : En assurant l'ancrage institutionnel du projet et l'implication des institutions à tous les niveaux dès la phase de conception jusqu'à la clôture, et en renforçant les capacités de plaidoyer des autorités régionales auprès du Gouvernement et

des autres acteurs (PTFs, secteur privé) intervenants dans les régions pour générer des financements complémentaires permettant d'accompagner les effets de ce projet et en élargir/répliquer la couverture et l'approche. Aussi, en appuyant les régions d'Anosy, Ihorombe, Androy et Atsimo-Atsinanana. Le projet accordera aussi une priorité à la production et la diffusion des supports de communication et de plaidoyer valorisant les bonnes pratiques, les initiatives et prises de responsabilité des parties prenantes locales.

IV. Budget du projet

À toutes fins utiles, veuillez fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money).

Le budget total du projet est de USD **3,749,998**. Il sera transmis en 3 tranches de 40% pour la première et la deuxième tranches et 20% pour la troisième. Le déblocage de la deuxième tranche dépendra non seulement de l'exécution de la première tranche mais aussi d'un examen du niveau d'engagement concret pour la zone par le gouvernement, y compris à travers une lettre du gouvernement qui démontre son engagement concret pour les fonkotany cibles et la vision du projet, ce qui inclut la route mais aussi d'autres investissement pour le développement et la sécurité dans cette zone' et aussi les recommandations sur la 2eme phase du projet du Comite de Projet, qui seront transmis au PBSO.

Les couts indirects (supplémentaires) représentent à ce stade 27,7% (USD 1,039,581) à ce stade du budget du projet. Cette rubrique servira à prendre en charge le personnel, le fonctionnement et le suivi-évaluation du projet. Ce montant s'explique par le coût d'approche nécessaire pour le déploiement dans les zones reculés du projet. L'accent mis sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux et administratifs de base amène aussi le projet à investir un peu plus sur les infrastructures et les équipements.

Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	**Event**
30 April	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent's website (http://mptf.undp.org).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report **Q1 expenses** (January to March)
31 July	Report **Q2 expenses** (January to June)
31 October	Report **Q3 expenses** (January to September)
Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent website (http:www.mptf.undp.org)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE**: If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE**: If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project[33]
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

[33] Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1 : La cohésion sociale et le vivre ensemble sont renforcés à travers la participation active des communautés de l'Andriry au processus de paix et l'instauration d'une gouvernance locale inclusive au niveau des communes d'intervention (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue) ODD 5 / 10 / 16 (Recommandations de l' Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)		Indicateur 1 a. Pourcentage de la population (h/f) qui sont positifs sur le niveau de la (i) sécurité et (ii) de la cohésion sociale intercommunautaire dans leur localité Niveau de référence : A définir Cible: 80%	Enquête de perception	
		Indicateur 1 b. Pourcentage des membres des communautés (h/f) des fokontany isolés de l'Andriry qui se sentent impliqués dans la gestion des affaires locales à l'échelle communale Niveau de référence : A définir Cible: 80%	Enquête de perception	
		Indicateur 1c. Nombre de cas de vols de zébu dans les districts d'intervention du projet Niveau de référence 2020 : 74 Cible: 30	Statistique de la Gendarmerie Nationale	
	Produit 1.1. Les catégories de population marginalisées incluant les femmes, les jeunes et les populations vivant dans les zones les plus reculées de l'Andriry s'impliquent dans le processus de dialogue visant identifier les conflits existants et d'engager des actions adéquates afin de rétablir la confiance entre les communautés Liste des activités relevant du produit: Activité 1.1.1. Mener une campagne de sensibilisation inclusive ciblant les communautés de la montagne et de la plaine sur la thématique de l'inclusion, de la	Indicateur 1.1.a % des membres de communautés (h/f) de la montagne et de la plaine ayant une meilleure compréhension sur les questions liées à l'inclusion, la prévention des conflits et la cohésion sociale Niveau de référence : A déterminer Cible : 75%	Enquête de perception	
		Indicateur 1.1.b Nombre de dialogues intercommunautaires et intergénérationnels inclusifs impliquant les fokontany d'Andriry Niveau de référence: 0 Cible: 30	Rapports d'activités	
		Indicateur 1.1.c Nombre de nouvelles initiatives de rapprochement entre les populations des fokontany de l'Andriry et celles des fokontany dans la plaine	Rapports d'activités	

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	prévention des conflits et de la cohésion sociale. (Phase 1) Activité 1.1.2. Organiser des dialogues intercommunautaires et intergénérationnels inclusifs impliquant les habitants des fokontany enclavés des communes d'intervention (Phase 1) Activité 1.1.3. Mettre en place et redynamiser les mécanismes endogènes de prévention et de résolution de conflits en renforçant leur inclusivité (Phase 1 et 2) Activité 1.1.4. Mettre en œuvre des activités communautaires de rapprochement entre les populations des fokontany de l'Andriry et celles des fokontany situés sur la plaine (Phase 1 et 2)	Niveau de référence: 0 Cible: 20	Rapport du mécanisme de suivi à base communautaire	
	Produit 1.2. Les communautés des fokontany situés dans le massif de l'Andriry interagissent de façon positive et inclusive avec les autorités communales et participent au processus de prise de décision dans la gestion des affaires locales Liste des activités relevant du produit: Activité 1.2.1. Améliorer l'accès à l'information à travers le renforcement du système de communication ciblant les communautés de la montagne et des plaines	Indicateur 1.2.a Nombre de comité local inclusif mis en place et opérationnels dans les localités isolées Niveau de référence: 0 Cible: 30	PV de réunions Rapports d'activités	
		Indicateur 1.2.b Nombre des communes avec une SLC intégrant les représentants des différentes catégories d'acteurs issus du massif de l'Andriry Niveau de référence: 0 Cible: 14	Fiche de présence PV de réunions Rapports d'activités	
		Indicateur 1.2.c Nombre de plans de paix mis à jour et intégrés les éléments dans le Plan de Développement Local Intégré et Inclusif (PDLII) Niveau de référence: 0 Cible: 14	PV de la délibération du Conseil communal	

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	Activité 1.2.2. Accompagner le processus de structuration communautaire (mise en place de comité local inclusif) dans les fokontany de la montagne en capitalisant les acquis des réseaux jeunes et de femmes instaurés dans les projets précédents. Activité 1.2.3. Accompagner l'implication des représentants des diverses communautés du massif de l'Andriry dans les Structures Locales de Concertation des communes Activité 1.2.4. Appuyer le processus de mise à jour des plans de paix au niveau communal et la prise en compte dans le PDLII Activité 1.2.5. Accompagner les communes d'intervention dans la mise en œuvre des initiatives définies dans le plan de paix en créant une synergie avec la contribution de l'Etat des autres partenaires.	Indicateur 1.2.d Nombre d'initiatives de paix mises en œuvre Niveau de référence: 0 Cible: 56		
Résultat 2: Les communautés dans le massif l'Andriry ont un accès amélioré aux dividendes de la paix qui renforcent leur résilience aux facteurs de tensions et de conflits. (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) ODD 5 / 10 / 16 (Recommandations de l' Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue,		Indicateur 2 a. Pourcentage de la population (h/f) vivant à l'intérieur du massif qui perçoivent une amélioration dans l'accès aux services sociaux et administratifs de l'Etat Niveau de référence: A déterminer Cible: 75%	Enquête de perception	
		Indicateur 2 b. Pourcentage de la population (h/f) vivant à l'intérieur du massif impliquées dans des échanges d'ordre économique avec les habitants de la plaine Niveau de référence: A déterminer Cible: 65%	Enquête	

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
le cas échéant, et l'année de l'Examen)		Indicateur 2 c. Pourcentage des Services Techniques Déconcentrés (STD) déployant des services à l'intérieur du massif Niveau de référence: 0% Cible: 50%	Rapport d'activité des STD	
	Produit 2.1. Les communautés des fokontany isolés de l'Andriry s'engagent dans la mise en oeuvre des initiatives développement économiques leur permettant de promouvoir des interactions pacifiques et mutuellement avantageuses avec les autres communautés des plaines environnantes	Indicateur 2.1.a. Nombre des projets communautaires mis en œuvre dans les localités isolées dans l'Andriry Niveau de référence: 0 Cible: 12	Rapport du mécanisme de suivi à base communautaire	
		Indicateur 2.1.b % de marchés hebdomadaires redynamises et fonctionnels Niveau de référence: 0% Cible: 100%	Rapport d'activité du projet et évaluation finale.	
	Liste des activités relevant du produit: Activité 2.1.1. Créer des conditions favorables au relèvement dans les zones reculées en réhabilitant les infrastructures économiques prioritaires à l'échelle communale et en développant les AGR inclusives adaptées au contexte local Activité 2.1.2. Redynamiser les marchés hebdomadaires dans les communes à travers l'amélioration des infrastructures et le mecanisme de gestion Activité 2.1.3. Appuyer les efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la construction de la route d'Ivahona-Begogo	Indicateur 2.1.c Nombre d'AGR créées en faveur des population vulnérable du massif de l'Andriry Niveau de référence: 0 Cible: 30		

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	Activité 2.1.4. Accompagner la mobilisation communautaire pour la réalisation de la piste reliant la Commune d'Ivahona – Begogo et la mise en place du mécanisme communautaire de gestion et d'entretien			
	Produit 2.2. Les services sociaux et administratifs se déploient progressivement à l'intérieur du massif pour réduire la marginalisation des communautés dans les zones les plus reculées de l'Andriry Liste des activités relevant du produit: Activité 2.2.1. Soutenir les initiatives visant à établir le contact et la confiance avec les communautés de l'Andriry à travers la mise en œuvre des tournées conjointe de « police générale » et des activités civilo-militaires Activité 2.2.2. Faciliter le déploiement progressif des services sociaux et administratifs à travers des appuis en équipements/intrants et l'amélioration de la mobilité des agents des STD (éducation, santé, fonciers, état-civil…) avec un accent particulier sur les besoins spécifiques des femmes Activité 2.2.3. Renforcer le maillage territorial de la zone à	Indicateur 2.2.a. Nombre de tournées conjointe de 'police générale » et d'activités civilo-militaire réalisées Niveau de référence: 0 Cible: 28	Rapport d'activité de projet	
		Indicateur 2.2.b. Nombre des services techniques déconcentrés de l'Etat impliqués dans le déploiement dans le massif de l'Andriry Niveau de référence: 0 Cible: 5	Rapport d'activité de projet	

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	travers l'amélioration des marges de manœuvre (infrastructures et mobilité) et le rapprochement des FDS auprès de la population Activité 2.2.4. Appuyer le recensement et la régularisation de détention des armes legers et de petit calibre au niveau des communes d'intervention Activité 2.2.5. Appuyer le renforcement des dispositifs pour la gestion administrative et la traçabilité des bovins			
Résultat 3: Les acteurs du territoire et les intervenants autour du massif de l'Andriry mettent en place un mécanisme de coordination pour promouvoir les synergies d'actions en faveur du développement et pour la paix durable dans cette zone (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) ODD 16 /17 (Recommandations de l' Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)		Indicateur 3 a. Pourcentage des intervenants dans la zone d'intervention qui estiment qu'il y a une bonne coordination entre les acteurs Niveau de référence: A déterminer Cible: 80%		
		Indicateur 3 b. Nombre d'initiatives conjointes mises en œuvre avec d'autres partenaires dans les communes d'intervention (renforcement des capacités, appui aux activités économiques, amélioration des services sociaux...) Niveau de référence: 0 Cible: 14		
		Indicateur 3 c. Nombre des fokontany situés dans le massif ayant bénéficié des appui des autres intervenants comme MIONJO Niveau de référence: 0 Cible: 10 Indicateur 3.d. Niveau d'investissement propre du gouvernement pur ces zones Niveau de référence: 0 Cible: USD 3,000,000		

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	Produit 3.1. Des dispositifs de coordination sont opérationnalisés aux niveaux local et national pour optimiser les efforts de consolidation de la paix dans cette zone Liste des activités qui appartiennent au produit: Activité 3.1.1. Renforcer les mécanismes de coordination au niveau national pour une meilleure planification et affectation des ressources en faveur des zones reculées du sud Activité 3.1.2. Opérationnaliser les dispositifs de coordination impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires au niveau de chaque région et district d'intervention (Nexus Humanitaire, Développement/Résilience, Paix) Activité 3.1.3. Appuyer la mise en place et l'opérationnalisation d'un plan de prévention et de sécurisation à l'échelle interrégionale (incluant une stratégie de lutte contre les trafics illicites et les crimes organisées)	Indicateur 3.1.a. Nombre de dispositif de coordination opérationnel au niveau de la zone d'intervention Niveau de référence: 0 Cible: 5	Rapport du projet	
		Indicateur 3.1.b. Disponibilité et opérationnalité du plan de prévention et de sécurisation à l'échelle interrégionale impliquant l'ensemble des acteurs concernés Niveau de référence: Non disponible Cible: Disponible et opérationnel	Rapport d'activités de projet.	
		Indicateur 3.1.3 Niveau de référence: Cible:		
	Produit 3.2. Un dispositif conjoint de suivi-évaluation est opérationnalisé pour assurer une meilleure visibilité des résultats et promouvoir la durabilité -Liste des activités relevant du produit:	Indicateur 3.2.1 Nombre de dispositif conjoint de suivi-évaluation opérationnalisé (Implication des acteurs concernés et disponibilite de données améliorées concernant la condition de ces zones) Niveau de référence:0 Cible:5	Rapport du projet	

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
	Activité 3.2.1. Mettre en place d'un mécanisme de planification et de suivi-évaluation conjoint sous le leadership du représentant de l'Etat à l'échelle du district Activité 3.2.2. Opérationnaliser le dispositif de suivi à base communautaire et de collecte de feed-back au niveau des fokontany d'intervention	Indicateur 3.2.2 Nombre de commune disposant de mécanisme de suivi à base communautaire opérationnel Niveau de référence: 0 Cible: 14	Rapport d'activités de projet et évaluation finale.	
		Indicateur 3.2.3 Niveau de référence: Cible:		

Annex C: Liste de vérification pour le lancement du projet (PNUD/OIM)

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme		x	Le processus de recrutement et de contractualisation se fera dar les trois premiers mois du projet
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ? Veuillez attacher.		x	Une partie des TDR sont prêts. Le processus de recrutement de staff du projet seront anticipé po permettre au projet de démarrer dès sa phase d'approbation
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	x		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ? Veuillez expliquer quand cela a été fait ou quand ce sera fait.	x		Cela a été fait en amont même c la phase d'écriture de la note conceptuelle
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	x		A partir de l'évaluation des proje RMIICPS et Art populaire
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	x		Mais ça reste à affiner dans les premiers mois de mise en œuvr du projet
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?	x		La contrepartie nationale sont pleinement impliqué dans la phase de conception du projet
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre le différentes agences bénéficiaires ?	x		En considérant les avantages comparatives de chaque organisation
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?	N/A		

Annexe C2. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	x		Dans la partie narrative du document de projet (cadre de résultat, gestion du proje et coordination, budget du projet)
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.	x		Les mêmes couts unitaires appliqués aux précédents projet
3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	x		Tous ces paramètres (éloignement, nombre de bénéficiaires…) sont pris en compte dans le processus de budgetisati
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et couts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?	x		Le frais de fonctionnement incluant le frai du personnel est de 27,7%
5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	x		Les agences de mise en œuvre mobiliseront en même temps des expertises locales et internationales de manière capitaliser leurs expériences respectives dans le domaine de consolidation de la paix
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.	x		L'accent mis sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux et administratifs de base amène aussi le projet à investir un peu plus sur les infrastructures et les équipements. Cette démarche prendra en

Question	Oui	Non	Commentaire
			compte l'aspect lié à la durabilité et la pérennité des investissements
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.	x		Le projet prévoit d'acheter au moins un véhicule pour l'équipe basé à Betroka. Cette option est prise pour se conformer aux exigences en matière de sécurité dan cette zone.
8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.		X	A ce stade non, mais c'est une option qui n'est pas à exclure au cours de la mise en œuvre.

ANNEXE D : BUDGET DU PROJET

	Organisation recipiendiaire 1 PNUD (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 2 OIM (budget en USD)	Totals
1. Staff and other personnel	$ 50 000	$ 250 000	**$ 300 000**
2. Supplies, Commodities, Materials	$ 49 737	$ 72 000	**$ 121 737**
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	$ 336 444	$ 215 000	**$ 551 444**
4. Contractual services	$ 715 471	$ 409 954	**$ 1 125 425**
5. Travel	$ 170 142	$ 63 000	**$ 233 142**
6. Transfers and Grants to Counterparts	$ 565 000	$ 128 457	**$ 693 457**
7. General Operating and other Costs	$ 309 466	$ 170 000	**$ 479 466**
Sub-Total	$ 2 196 260	$ 1 308 411	$ 3 504 671
7% Indirect Costs	**$ 153 738**	**$ 91 589**	**$ 245 327**
Total	**$ 2 349 998**	**$ 1 400 000**	**$ 3 749 998**

Annexe E: Liste des communes et des fokontany d'intervention (les fokontany situés dans les montagnes sont marqués en rouge)

REGION	DISTRICT	COMMUNE	NBR FKT TOTAL	FKT ANDRIRY
ATSIMO ANTSINANANA	MIDONGY ATSIMO	SOAKIBANY	8	CENTRE
				ANTARAMIERY
				FASIKENDRY-ELE
				MAHASOA MIKIRY
				AMBONDIJO
				ANEZANDAVA
				BEARAHOTRA
				AMBOANGY
		LAVARATY	8	CENTRE
				BENONOKY
				MAHAZOARIVO
				SAHATSORO
				ANKARINORO
				MAROJANO
				ANALAIVA
				AMPASY
IHOROMBE	IAKORA	BEGOGO	11	CENTRE (AMPIHAMY)
				BEAPOMBO
				ANEZANDAVA
				AMBATOHIRIKA
				ANTAMENAKA
				ANANARENA
				AMBONDRO
				AMPANGORINA
				ANKETSIHETSY
				KIREMBA
				MAHANORO
ANOSY	BETROKA	BETROKA	14	CENTRE
				BEVOAY
				INANDROY
				ANJADO
				TANAMBAO
				TANAKOPANIA
				ANDAKANA
				MORAHARIVA
				BEKIJOLY
				AKOMANGA
				FIADANANA
				MORARANO

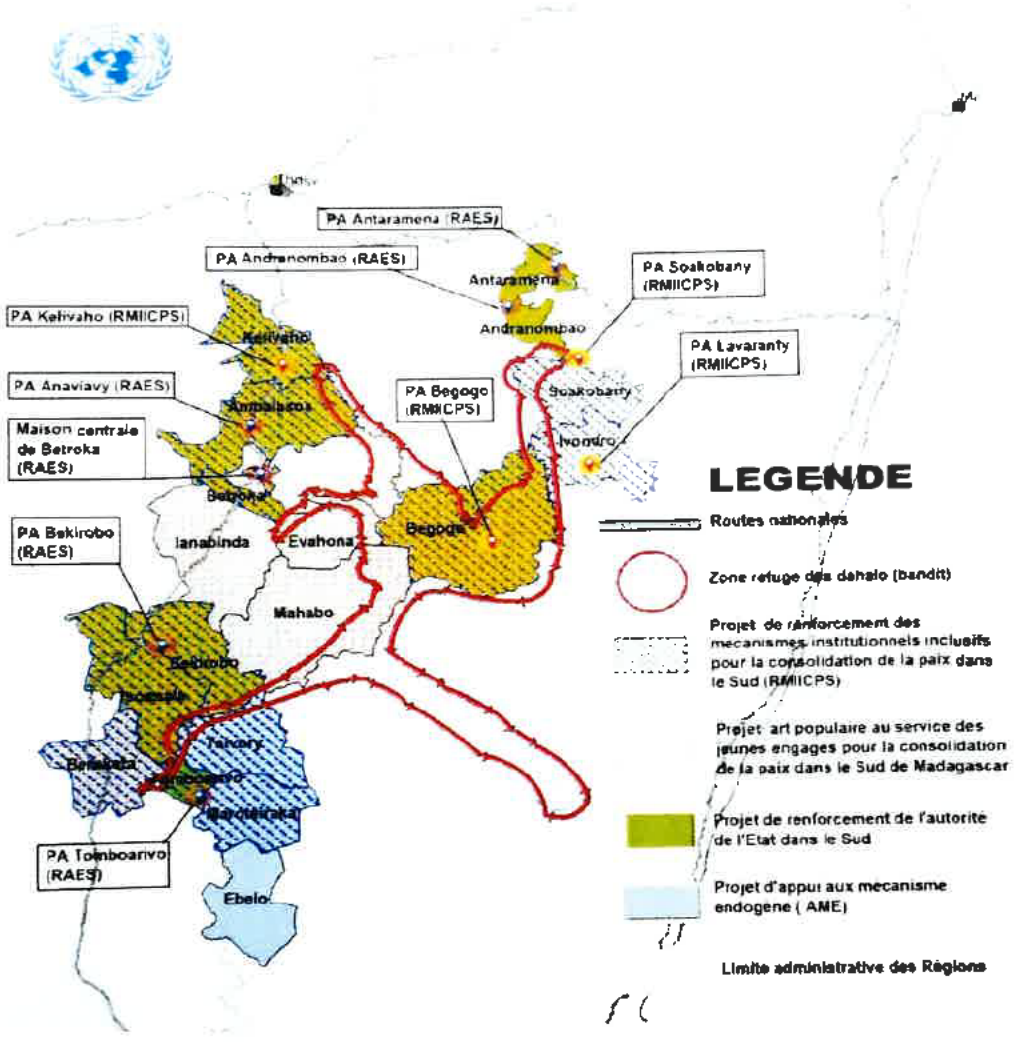
REGION	DISTRICT	COMMUNE	NBR FKT TOTAL	FKT ANDRIRY
				MAHAZOARIVO
				MAHATALAKY
		KELIVAHO	4	CENTRE
				AMPETY
				AMPANDRABE
				SEMARIA
		AMBALASOA	7	CENTRE
				ANAVIAVY
				IRITSOKA
				MAHATSINJO SOARANO
				FENOARIVO
				MAROVALA SUD
				FANDRANARIVO
		IVAHONA	6	CENTRE
				AMBALAVATO
				VOROMIANITSA
				TSANERENA
				BENONOKO 2
				AMPOSAKO
		MAHABO	17	CENTRE
				ANDRANOMENA
				MAGNEVY
				IABORANO
				ANKENIHENY
				MANDABE
				ANALABE
				IANABINDA BEKILY
				ANKARINORO
				BEDABO
				RIANDAPY
				AMBATOLAHY
				BENONOKY
				ANDRANOFORITRY
				ANTSELY AOMBY
				MIARY AOMBY
				IMOTRA
		BEKOROBO	8	CENTRE (MANANDROTSY)
				ANDALAMBY
				ITROHO
				MAHILIVORO
				NANARENA
				MANANOVY

REGION	DISTRICT	COMMUNE	NBR FKT TOTAL	FKT ANDRIRY
				MANINGAVAHATSY
				AMBATOMENA
		ISOANALA	21	ISOANALA NORD
				ISOANALA SUD
				BERAKETA SUD
				SARODRANO
				LAVALILA
				MAROSOVOA
				TANANDAVA SUD
				MIARY
				AMBOHITSY
				AMBINDAMAHERY
				ANDROKA
				ANDRIABE HAUT
				VOHITSEVO
				BETAIMBALA
				TANAMBAO
				MAROVALA SUD
				ANDRAGIRAGY
				BERoROHA
				ADRANOMANITSY
				BENONOKY
				ANDARO
	AMBOASARY ATSIMO	TSIVORY	17	TSIVORY-CENTRE
				AMPIHA
				TSAPA
				MAROVOTRY
				IMANJOLA
				ANKOTIKA
				FANDRANARIVO
				BELENALENA
				MIANGALA
				AMBOROPOTSY
				FARIVOLO
				TSILANJA
				IABOROTSY
				BEVAHY
				ANKILIMARY
				BEVOVOKA
				ANKILY
		TOMBOARIVO	7	CENTRE
				ANTARALAVA
				ANGEBO

REGION	DISTRICT	COMMUNE	NBR FKT TOTAL	FKT ANDRIRY
				SOARANO
				ANTSAMBALAHY
				BEADABO
				MANANDAVENOKE
		MAROTSIRAKA	26	CENTRE (MITSINJO)
				BEFIHAMY NORD
				ANJANDOAKY
				TOMBONAHY
				MAROTSIRAKA BERANO
				ANTSONJO
				ANDINDO
				MAHAZOARIVO
				BESAVOA
				BEFIHAMY CENTRE
				SOASERANANA 2
				BEKOLA
				SAKAFIA
				VORAVY
				AMBINANIVELO
				ANKILIROA
				BESAKOA
				ANKILIMASY
				ANTSARIKY MAROFOTY
				ANTSARIKY TANAMBAO
				MAHAFINARITRY
				ANTRANOTANY
				ANTANAMBAO
				MANOMBO
				BESANDRAHY
				ANALAMAINTY
ANDROY	BEKILY	BERAKETA	28	BERAKETA CENTRE
				IFARANTSA
				TANANDAVA SUD
				MENDORAVY
				SOANIERANA
				BEADABO
				AMBALASARAKY
				TOMBOARIVO
				ANDAMOTY
				MAHAZOARIVO
				ANDRIAMBE HAUT
				AMBOASARY
				AMBATOBE

REGION	DISTRICT	COMMUNE	NBR FKT TOTAL	FKT ANDRIRY
				AGNALABE
				ABONDROMBE
				FENOARIVO
				ANALASOA
				BERAKETA TANANDAVA
				AMPAMONTY ANTANANTSA
				IMEBA ANTANIMARY
				LATSAHAMBOLA
				BELAMOTY ANIVORANO
				ANTSELY BE
				ANTSELY TOBY
				ANKATRAFY
				ANKELIVAHO
				ANTSELY MORAFENO
				BELAMOTY ANTSANIRA

Annexe F : Carte des 14 communes d'intervention



Annexe D - Budget du projet PBF

Tableau 1 - Budget du projet PBF par résultat, produit et activité

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	Organisation recipiendaire 1 PNUD (budget en USD)	Organisation recipiendaire 2 OIM (budget en USD)	Organisation recipiendaire 3 (budget en USD)	Total	Pourcentage du budget pour chaque produit ou activite reserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE) (cas echeant)	Niveau de depense/ engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)	Justification des montants à GEWE (par exemple, la formation comprend une session sur l'égalité des sexes, des efforts spécifiques deployés pour assurer une représentation égale des femmes et des hommes, etc.)	Notes quelconque le cas echeant (e.g sur types des entrants ou justification du budget)
RÉSULTAT 1:	La cohésion sociale et le vivre ensemble sont renforcés à travers la participation active des communautés de l'Andriry au processus de paix et l'instauration d'une gouvernance locale inclusive au niveau des communes d'intervention								
Produit 1.1:	Les catégories de population marginalisées incluant les femmes, les jeunes et les populations vivant dans les zones les plus reculées de l'Andriry s'impliquent dans le processus de dialogue visant identifier les conflits existants et d'engager des actions adequates afin de retablir la confiance entre les communautes								
Activité 1.1.1:	Mener une campagne de sensibilisation [illegible] ciblant les communautés de la montagne et de la plaine sur la thématique de l'inclusion, de la prévention des conflits et de la cohésion sociale	$ 46 588,00			$ 46 588,00	30%		L'activité vise à ce que 30% des groupes cibles sont des femmes. Des messages et des supports spécifiques seront produits pour eux.	
Activité 1.1.2:	Organiser des dialogues intercommunautaires et intergénérationnels [illegible] impliquant les habitants des fokontany enclavés des communes d'intervention	$ 27 422,00			$ 27 422,00	30%		L'activité vise à ce que 30% des groupes cibles sont des femmes.	
Activité 1.1.3:	Mettre en place et redynamiser les mécanismes endogènes de prévention et de résolution de conflits en [illegible]	$ 29 584,00			$ 29 584,00	25%		L'objectif est d'atteindre un minimum de représentation de 25% de femmes	
Activité 1.1.4	Mettre en œuvre des activités communautaires de rapprochement entre les populations des fokontany de l'Andriry et celles des fokontany situés sur la plaine	$ 80 639,00			$ 80 639,00	30%		Que les femmes soient impliquées à hauteur de 30%	
Activité 1.1.5					$ -				
Activité 1.1.6					$ -				
Activité 1.1.7					$ -				
Activité 1.1.8					$ -				
	Produit total	$ 184 233,00	$ -	$ -	$ 184 233,00	$ 53 790,70	$ -		
Produit 1.2:	Les communautés des fokontany situés dans le massif de l'Andriry interagissent de façon positive et inclusive avec les autorités communales et participent au processus de prise de décision dans la gestion des affaires locales								
Activité 1.2.1	Améliorer l'accès à l'information à travers le renforcement du système de communication [illegible] les communautés de la montagne et des plaines	$ 41 284,00			$ 41 284,00	40%		Le projet va investir sur des canaux et messages spécifiques ciblant les femmes	
Activité 1.2.2	Accompagner le processus de structuration communautaire (mise en place de comité local [illegible]) dans les fokontany de la montagne en capitalisant les acquis des réseaux jeunes et de femmes impliqués dans les projets [illegible]	$ 19 448,00			$ 19 448,00	30%		L'objectif est d'atteindre un minimum de représentation de 30% de femmes	
Activité 1.2.3	Accompagner l'implication des représentants des diverses communautés du massif de l'Andriry dans les structures locales de concertation des communes	$ 23 470,00			$ 23 470,00	30%		L'objectif est d'atteindre un minimum de représentation de 30% de femmes	
Activité 1.2.4	Appuyer le processus de mise à jour des plans de paix au niveau communal et la prise en compte dans le PCDL	$ 83 220,00			$ 83 220,00	35%		Il s'agit ici d'investir à hauteur de 35% pour que des actions spécifiques pour la promotion du genre soient intégrées dans le PCDL	
Activité 1.2.5	Accompagner les communes d'intervention dans la mise en œuvre des initiatives définies dans le plan de paix en créant une synergie avec la contribution de [illegible]	$ 23 106,00			$ 23 106,00	35%		Il s'agit ici d'investir à hauteur de 35% pour que des actions spécifiques pour la promotion du genre intégrées dans le PCDL soient mises en œuvre	
Activité 1.2.6					$ -				
Activité 1.2.7					$ -				
Activité 1.2.8					$ -				
	Produit total	$ 190 528,00	$ -	$ -	$ 190 528,00	$ 66 603,10	$ -		
Produit 1.3:									
Activité 1.3.1					$ -				
Activité 1.3.2					$ -				
Activité 1.3.3					$ -				
Activité 1.3.4					$ -				
Activité 1.3.5					$ -				
Activité 1.3.6					$ -				
Activité 1.3.7					$ -				
Activité 1.3.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 1.4:									
Activité 1.4.1					$ -				

Activite 1.4.2					$ -				
Activite 1.4.3					$ -				
Activite 1.4.4					$ -				
Activite 1.4.5					$ -				
Activite 1.4.6					$ -				
Activite 1.4.7					$ -				
Activite 1.4.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		

RESULTAT 2	Les communautés dans le massif l'Andiry ont un accès amélioré aux dividendes de la paix qui renforcent leur résilience aux facteurs de tensions et de conflits								
Produit 2.1	Les communautés des [illegible] de l'Andiry s'engagent dans la mise en œuvre des initiatives développement économiques leur permettant de promouvoir des interactions pacifiques et mutuellement avantageuses avec les autres communautés des plaines environnantes								
Activite 2.1.1	Créer des conditions favorables au [illegible] dans les zones [illegible] en réhabilitant les [illegible] économiques prioritaires à l'échelle communale et en développant les AGR inclusives adaptées au contexte local	$ 500 000,00	$ 150 000,00		$ 650 000,00	35%		35% des ressources seront investies pour l'implication des femmes dans la démarche et sur des actions spécifiques en faveur des femmes	
Activite 2.1.2	Redynamiser les marchés hebdomadaires dans les communes à travers l'amélioration des infrastructures et le mécanisme de gestion		$ 163 457,21		$ 163 457,21	40%		La dimension genre sera promue pour assurer l'accès des femmes à ces espaces mais aussi pour assurer une représentation égale des femmes et des hommes dans le mécanisme de gestion des marchés.	
Activite 2.1.3	Appuyer les efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la construction de la route [illegible]	$ 10 000,00	$ 10 000,00		$ 20 000,00				
Activite 2.1.4	Accompagner la mobilisation communautaire pour la réhabilitation de la piste reliant la commune d'Aozou – Bégogo et la mise en place du mécanisme communautaire de gestion et d'entretien	$ 28 463,00	$ 50 000,00		$ 78 463,00	40%		L'objectif est d'atteindre un minimum de représentation de 40% de femmes	
Activite 2.1.5					$ -				
Activite 2.1.6					$ -				
Activite 2.1.7					$ -				
Activite 2.1.8					$ -				
	Produit total	$ 538 461,00	$ 373 457,21	$ -	$ 911 918,21	$ 324 267,28	$ -		
Produit 2.2	Les services sociaux et administratifs se déploient progressivement à l'intérieur du massif pour réduire la marginalisation des communautés dans les zones les plus reculées de l'Andiry.								
Activite 2.2.1	Soutenir les initiatives visant à établir le contact et la confiance avec les communautés de l'Andiry à travers la mise en œuvre des [illegible]	$ 100 000,00	$ 25 000,00		$ 125 000,00	35%		35% des ressources seront investies sur des actions spécifiques en faveur des femmes	
Activite 2.2.2	Faciliter le déploiement progressif des services sociaux et administratifs à travers des appuis en équipements/intrants et l'amélioration de la mobilité des agents des STD (éducation, santé, fonciers, état civil...) avec un accent particulier sur les besoins [illegible]	$ 345 615,00			$ 345 615,00	40%		40% des ressources seront investies sur des actions spécifiques en faveur des femmes	
Activite 2.2.3	Renforcer le maillage territorial de la zone à travers l'amélioration des [illegible] de transport (infrastructures et mobilité) et le rapprochement des FDS auprès de [illegible]		$ 393 454,00		$ 393 454,00	30%		Prise en compte de la dimension genre (aspect lié au VBG...)	
Activite 2.2.4	Appuyer le recensement et la régularisation de détention des armes légères et de petit calibre au niveau des communes [illegible]	$ 35 000,00	$ 25 000,00		$ 60 000,00	10%		Travailler avec des leaders communautaires femmes pour les communications autour de cette activité	
Activite 2.2.5	Appuyer le renforcement des dispositifs pour la gestion administrative et la traçabilité des [illegible]	$ 50 000,00	$ 22 500,00		$ 72 500,00	40%		Travailler avec des leaders communautaires femmes pour les communications autour de cette activité	
Activite 2.2.6					$ -				
Activite 2.2.7					$ -				
Activite 2.2.8					$ -				
	Produit total	$ 530 615,00	$ 465 954,00	$ -	$ 996 569,00	$ 319 183,20	$ -		
Produit 2.3									
Activite 2.3.1					$ -				
Activite 2.3.2					$ -				
Activite 2.3.3					$ -				
Activite 2.3.4					$ -				
Activite 2.3.5					$ -				
Activite 2.3.6					$ -				
Activite 2.3.7					$ -				
Activite 2.3.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 2.4									
Activite 2.4.1					$ -				
Activite 2.4.2					$ -				
Activite 2.4.3					$ -				
Activite 2.4.4					$ -				

Activité 2.4.5					$ -				
Activité 2.4.6					$ -				
Activité 2.4.7					$ -				
Activité 2.4.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
RESULTAT 3:	les acteurs du territoire et les intervenants autour du massif de l'Andriry mettent en place un mecanisme de coordination pour promouvoir les synergies d'actions en faveur du développement et pour la paix durable dans cette zone								
Produit 3.1	Des dispositifs de coordination sont opérationnalisés aux niveaux local et national pour optimiser les efforts de consolidation de la paix dans cette zone								
Activité 3.1.1	Renforcer les mécanismes de coordination au niveau national pour une meilleure planification et allocation des ressources en faveur des zones frontalières du sud	$ 15 000,00	$ 15 000,00		$ 30 000,00	20%		Prise en compte de la dimension genre dans le processus de planification et de mobilisation des ressources	
Activité 3.1.2	Opérationnaliser les dispositifs de coordination impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires au niveau de chaque région et district d'intervention (Nexus humanitaire, Développement/Résilience, Paix)	$ 25 000,00	$ 24 000,00		$ 49 000,00	40%		Le thème d'égalité de sexes sera abordé à chaque atelier pour assurer la considération du genre dans la planification et la mise en oeuvre des activités des partenaires	
Activité 3.1.3	Appuyer la mise en place et l'opérationnalisation d'un plan de prévention et de réconciliation à l'échelle interrégionale (incluant une stratégie de lutte contre les dahalo/bandits et les crimes [illegible])	$ 25 000,00	$ 15 000,00		$ 40 000,00	20%		Prise en compte de la dimension genre dans le plan	
Activité 3.1.4					$ -				
Activité 3.1.5					$ -				
Activité 3.1.6					$ -				
Activité 3.1.7					$ -				
Activité 3.1.8					$ -				
	Produit total	$ 65 000,00	$ 54 000,00	$ -	$ 119 000,00	$ 33 600,00	$ -		
Produit 3.2:	Un dispositif conjoint de suivi-évaluation est opérationnalisé pour assurer une meilleure visibilité des résultats et promouvoir la redevabilité								
Activité 3.2.1	Mettre en place un mécanisme conjoint de planification et de suivi évaluation conjoint sous le leadership du représentant de l'Etat à l'échelle du district	$ 25 000,00			$ 25 000,00	20%		Suivi des indicateurs spécifiques du genre	
Activité 3.2.2	Opérationnaliser le dispositif de suivi à base communautaire et de collecte de feed-back au niveau des bénéficiaires d'intervention	$ 22 842,00	$ 15 000,00		$ 37 842,00	30%		Une ventilation par âge et par sexe sera faite pour chaque collecte de feedback et des efforts seront faits pour une représentation égale des hommes et des femmes dans la sélection des agents de la communauté qui feront le rôle de médiateur.	
Activité 3.2.3					$ -				
Activité 3.2.4					$ -				
Activité 3.2.5					$ -				
Activité 3.2.6					$ -				
Activité 3.2.7					$ -				
Activité 3.2.8					$ -				
	Produit total	$ 47 842,00	$ 15 000,00	$ -	$ 62 842,00	$ 16 352,40	$ -		
Produit 3.3									
Activité 3.3.1					$ -				
Activité 3.3.2					$ -				
Activité 3.3.3					$ -				
Activité 3.3.4					$ -				
Activité 3.3.5					$ -				
Activité 3.3.6					$ -				
Activité 3.3.7					$ -				
Activité 3.3.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 3.4									
Activité 3.4.1					$ -				
Activité 3.4.2					$ -				
Activité 3.4.3					$ -				
Activité 3.4.4					$ -				
Activité 3.4.5					$ -				
Activité 3.4.6					$ -				
Activité 3.4.7					$ -				
Activité 3.4.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
RESULTAT 4:									
Produit 4.1									
Activité 4.1.1					$ -				
Activité 4.1.2					$ -				
Activité 4.1.3					$ -				
Activité 4.1.4					$ -				
Activité 4.1.5					$ -				
Activité 4.1.6					$ -				
Activité 4.1.7					$ -				
Activité 4.1.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 4.2									
Activité 4.2.1					$ -				
Activité 4.2.2					$ -				

Activité 4.2.3					$ -				
Activité 4.2.4					$ -				
Activité 4.2.5					$ -				
Activité 4.2.6					$ -				
Activité 4.2.7					$ -				
Activité 4.2.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 4.3									
Activité 4.3.1					$ -				
Activité 4.3.2					$ -				
Activité 4.3.3					$ -				
Activité 4.3.4					$ -				
Activité 4.3.5					$ -				
Activité 4.3.6					$ -				
Activité 4.3.7					$ -				
Activité 4.3.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		
Produit 4.4									
Activité 4.4.1					$ -				
Activité 4.4.2					$ -				
Activité 4.4.3					$ -				
Activité 4.4.4					$ -				
Activité 4.4.5					$ -				
Activité 4.4.6					$ -				
Activité 4.4.7					$ -				
Activité 4.4.8					$ -				
	Produit total	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -		

Coût de personnel de projet si pas inclus dans les activités ci-dessus		$ 270 582,00	$ 250 000,00		$ 520 582,00	25%			
Coûts opérationnels si pas inclus dans les activités ci-dessus		$ 242 386,00	$ 100 000,00		$ 342 386,00	25%			
Budget de suivi		$ 46 603,00	$ 50 000,00		$ 96 603,00	30%		Prise en compte de la dimension genre dans le processus de suivi	
Budget pour l'évaluation finale indépendante		$ 80 000,00			$ 80 000,00	30%		Prise en compte de la dimension genre dans le processus d'évaluation	
	Coûts supplémentaires total	**$ 639 571,00**	**$ 400 000,00**	**$ -**	**$ 1 039 571,00**	**$ 259 725,40**	**$ -**		

$ 639 571.00

Totaux				
	Organisation récipiendaire 1 PNUD (Budget en USD)	Organisation récipiendaire 2 ONU (Budget en USD)	Organisation récipiendaire 3 (Budget en USD)	**Total**
Sous-budget total du projet	$ 2 296 260	$ 1 308 411	$ -	$ 3 604 671
Coûts indirects (7%):	$ 153 732	$ 91 589	$ -	$ 245 321
Total	**$ 2 549 996**	**$ 1 400 000**	**$ -**	**$ 3 749 996**

Répartition des tranches basée sur la performance					
	Organisation récipiendaire 1 PNUD (Budget en USD)	Organisation récipiendaire 2 ONU (Budget en USD)	Organisation récipiendaire 3 (Budget en USD)	**Total**	**Tranche %**
Première tranche	$ 934 999	$ 560 000	$ -	$ 1 499 999	40%
Deuxième tranche	$ 938 998	$ 840 000	$ -	$ 1 499 998	40%
Troisième tranche (le cas échéant)	$ 470 000	$ 280 000	$ -	$ 750 000	20%
Total	**$ 2 549 996**	**$ 1 400 000**	**$ -**	**$ 3 749 996**	**100%**

$ alloué à CERVE (inclus coûts indirects)	$	1 151 906
% alloué à CERVE		60,72%
$ alloué à S&E (inclus coûts indirects)	$	[illegible]
% alloué à S&E		5,04%

Note: Le PBE n'accepte pas les projets avec moins de 5% pour le S&E et moins 15% pour le CERVE. Les chiffres apparaîtront en rouge si ce seuil minimum n'est pas atteint.

Total des dépenses	$	-
Taux d'exécution		

Annexe D - Budget du projet PBF

Tableau 2 - Répartition des produits par catégories de budget de l'ONU

	Organisation récipiendaire 1 PNUD	Organisation récipiendaire 2 OIM	Organisation récipiendaire 3	Total
RESULTAT 1				
Produit 1.1				
Total pour produit 1.1 (du tableau 1)	$ 184 233,00	$ -	$ -	$ 184 233,00
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 9 271,00			$ 9 271,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	$ 32 113,00			$ 32 113,00
4. Services contractuels	$ 101 728,00			$ 101 728,00
5. Frais de déplacement	$ 31 010,00			$ 31 010,00
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 10 111,00			$ 10 111,00
Total	$ 184 233,00	$ -	$ -	$ 184 233,00
Produit 1.2				
Total pour produit 1.2 (du tableau 1)	$ 190 528,00	$ -	$ -	$ 190 528,00
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 4 636,00			$ 4 636,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	$ 5 192,00			$ 5 192,00
4. Services contractuels	$ 140 486,00			$ 140 486,00
5. Frais de déplacement	$ 22 252,00			$ 22 252,00
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 17 962,00			$ 17 962,00
Total	$ 190 528,00	$ -	$ -	$ 190 528,00
Produit 1.3				
Total pour produit 1.3 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)				$ -
4. Services contractuels	$ -			$ -
5. Frais de déplacement	$ -			$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -
Produit 1.4				
Total pour produit 1.4 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -
RESULTAT 2				
Produit 2.1				
Total pour produit 2.1 (du tableau 1)	$ 538 461,00	$ 373 457,21	$ -	$ 911 918,21
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels		$ 37 000,00		$ 37 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	$ 927,00	$ 75 000,00		$ 75 927,00
4. Services contractuels	$ 22 115,00	$ 75 000,00		$ 97 115,00
5. Frais de déplacement	$ 9 669,00	$ 18 000,00		$ 27 669,00
6. Transferts et subventions aux homologues	$ 500 000,00	$ 128 457,21		$ 628 457,21
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 5 750,00	$ 40 000,00		$ 45 750,00
Total	$ 538 461,00	$ 373 457,21	$ -	$ 911 918,21

Produit 2.2				
Total pour produit 2.2 (du tableau 1)	$ 530 615,00	$ 465 954,00	$ -	$ 996 569,00
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 10 000,00	$ 10 000,00		$ 20 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	$ 210 000,00	$ 75 000,00		$ 285 000,00
4. Services contractuels	$ 130 615,00	$ 285 954,00		$ 416 569,00
5. Frais de déplacement	$ 60 000,00	$ 20 000,00		$ 80 000,00
6. Transferts et subventions aux homologues	$ 45 000,00			$ 45 000,00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 75 000,00	$ 75 000,00		$ 150 000,00
Total	$ 530 615,00	$ 465 954,00	$ -	$ 996 569,00

Produit 2.3				
Total pour produit 2.3 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -

Produit 2.4				
Total pour produit 2.4 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -

RESULTAT 3				
Produit 3.1				
Total pour produit 3.1 (du tableau 1)	$ 65 000,00	$ 54 000,00	$ -	$ 119 000,00
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la		$ 10 000,00		$ 10 000,00
4. Services contractuels	$ 10 000,00	$ 29 000,00		$ 39 000,00
5. Frais de déplacement	$ 5 000,00	$ 5 000,00		$ 10 000,00
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 50 000,00	$ 10 000,00		$ 60 000,00
Total	$ 65 000,00	$ 54 000,00	$ -	$ 119 000,00

Produit 3.2				
Total pour produit 3.2 (du tableau 1)	$ 47 842,00	$ 15 000,00	$ -	$ 62 842,00
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels		$ 5 000,00		$ 5 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	$ 927,00			$ 927,00
4. Services contractuels	$ 28 836,00	$ 5 000,00		$ 28 836,00
5. Frais de déplacement	$ 3 079,00			$ 3 079,00
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 20 000,00	$ 5 000,00		$ 25 000,00
Total	$ 47 842,00	$ 15 000,00	$ -	$ 62 842,00

Produit 3.3				
Total pour produit 3.3 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -

Produit 3.4				
Total pour produit 3.4 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -

RESULTAT 4				
Produit 4.1				
Total pour produit 4.1 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -

5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -
Produit 4.2				
Total pour produit 4.2 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -
Produit 4.3				
Total pour produit 4.3 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -
Produit 4.4				
Total pour produit 4.4 (du tableau 1)	$ -	$ -	$ -	$ -
1. Personnel et autres employés				$ -
2. Fournitures, produits de base, matériels				$ -
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la				$ -
4. Services contractuels				$ -
5. Frais de déplacement				$ -
6. Transferts et subventions aux homologues				$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts				$ -
Total	$ -	$ -	$ -	$ -

Coûts supplémentaires				
Total des coûts supplémentaires (du tableau 1)	$ 639 581,00	$ 400 000,00	$ -	$ 1 039 581,00
1. Personnel et autres employés	$ 50 000,00	$ 250 000,00		$ 300 000,00
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 25 830,00	$ 20 000,00		$ 45 830,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	$ 87 285,00	$ 55 000,00		$ 142 285,00
4. Services contractuels	$ 286 691,00	$ 15 000,00		$ 301 691,00
5. Frais de déplacement	$ 39 132,00	$ 20 000,00		$ 59 132,00
6. Transferts et subventions aux homologues	$ 20 000,00			$ 20 000,00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	$ 130 643,00	$ 40 000,00		$ 170 643,00
Total	$ 639 581,00	$ 400 000,00	$ -	$ 1 039 581,00

	Totaux			
	Organisation recipiendiaire 1 PNUD (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 2 OIM (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 3 (budget en USD)	Totaux
1. Personnel et autres employés	$ 50 000.00	$ 250 000.00	$ -	$ 300 000.00
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 49 787.00	$ 72 000.00	$ -	$ 121 787.00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	$ 336 444.00	$ 215 000.00	$ -	$ 551 444.00
4. Services contractuels	$ 715 471.00	$ 409 954.00	$ -	$ 1 125 425.00
5. Frais de déplacement	$ 170 142.00	$ 63 000.00	$ -	$ 233 142.00
6. Transferts et subventions aux homologues	$ 565 000.00	$ 328 857.23	$ -	$ 893 857.23
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 309 466.00	$ 170 000.00	$ -	$ 479 466.00
Sous-budget total du projet	$ 2 196 260.00	$ 1 308 411.21	$ -	$ 3 504 671.21
Coûts indirects (7%):	$ 153 738.20	$ 91 588.78	$ -	$ 245 326.98
TOTAL	$ 2 349 998	$ 1 400 000	$ -	$ 3 749 998

Annex 1 : Guide de MPTFO sur les catégories de frais de l'ONU

1. Frais d'équipe et dépenses du personnel : inclus tout frais liés aux dépenses de l'équipe, comprenant les salaires, les ajustements et les droits de l'équipe.

2. Provisions, produits de base, matériaux : inclus tout frais directs et indirects (ex : cargaison, transports, livraison, distribution) associés à l'approvisionnement des provisions, produits de base et les matériaux. Les fournitures de bureaux seront désignées comme « fonctionnement général ».

3. L'équipement, véhicules et fournitures incluant leur perte de valeur : pour ceux déclarant sur UNSAS ou UNSAS de base modifié (ex : les dépenses directes), cela se rapporterait à tous les coûts de mise en service. Pour ceux qui font les normes des donateurs selon les normes IPSAS , cela équivaudrait à une dépréciation par période.

4. Services contractuels : services sous-traités par une organisation qui suit le processus normal d'approvisionnement . Dans la terminologie IPSAS, cela serait similaire aux transactions d'échange. Cela pourrait inclure contrats passés avec des ONG s'ils ressemblent davantage à des marchés de services qu'à un transfert de subvention.

5. Déplacements : comprend les déplacements du personnel et des autres agents payés par l'organisation directement liée au projet.

6. Transferts et subventions aux homologues : comprend les transferts aux homologues nationaux et tout autre transfert effectué à un partenaire de mise-en-oeuvre (par exemple une ONG) qui ne ressemble pas à un contrat de service commercial comme ci-dessus. En termes IPSAS, cela ressemblerait davantage à des transactions sans échange.

7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs : inclut tous les frais généraux de fonctionnement d'un bureau. Les exemples comprennent les télécommunications, les loyers, les charges financières et d'autres coûts qui ne peuvent pas être associés à d'autres catégories de dépenses.

For PBSO Use

Outcome 1		
Outcome Budget	$	374 761,00
Total Outcome Budget Towards SDGs	$	-
SDG	SDG %	Total Towards SDG
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -

Outcome 2		
Outcome Budget	$	1 908 487,21
Total Outcome Budget Towards SDGs	$	-
SDG	SDG %	Total Towards SDG
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -

Outcome 3		
Outcome Budget	$	181 842,00
Total Outcome Budget Towards SDGs	$	-
SDG	SDG %	Total Towards SDG
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -

Outcome 4		
Outcome Budget	$	-
Total Outcome Budget Towards SDGs	$	-
SDG	SDG %	Total Towards SDG
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -
		$ -

For MPTFO Use

Totals				
	Organisation recipiendiaire 1 PNUD (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 2 OIM (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 3 (budget en USD)	Totals
1. Staff and other personnel	$ 50 000	$ 250 000	$ -	**$ 300 000**
2. Supplies, Commodities, Materials	$ 49 737	$ 72 000	$ -	**$ 121 737**
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	$ 336 444	$ 215 000	$ -	**$ 551 444**
4. Contractual services	$ 715 471	$ 409 954	$ -	**$ 1 125 425**
5. Travel	$ 170 142	$ 63 000	$ -	**$ 233 142**
6. Transfers and Grants to Counterparts	$ 565 000	$ 128 457	$ -	**$ 693 457**
7. General Operating and other Costs	$ 309 466	$ 170 000	$ -	**$ 479 466**
Sub-Total	$ 2 196 260	$ 1 308 411	$ -	$ 3 504 671
7% Indirect Costs	**$ 153 738**	**$ 91 589**	$ -	**$ 245 327**
Total	**$ 2 349 998**	**$ 1 400 000**	$ -	**$ 3 749 998**

Performance-Based Tranche Breakdown					
	Organisation recipiendiaire 1 PNUD (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 2 OIM (budget en USD)	Organisation recipiendiaire 3 (budget en USD)	TOTAL	Tranche %
First Tranche:	**$ 939 999**	**$ 560 000**	$ -	**$ 1 499 999**	**40%**
Second Tranche:	**$ 939 999**	**$ 560 000**	$ -	**$ 1 499 999**	**40%**
Third Tranche:	**$ 470 000**	**$ 280 000**	$ -	**$ 750 000**	**20%**
TOTAL	**$ 2 349 998**	**$ 1 400 000**	$ -	**$ 3 749 998**	